



Arab
Reform
Initiative

LA PERCEPTION PAR LA JEUNESSE TUNISIENNE DU RETOUR DE L'AUTORITARISME : LE SOUTIEN À LA DÉMOCRATIE EN DÉCLIN

Nadia Jmal
Malek Lakhal

En partenariat avec



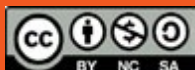
A propos des autrices

Nadia Jmal est assistante de recherche à l'Arab Reform Initiative.

Avant de rejoindre l'ARI, Nadia était chargée de programme au Centre international pour la justice transitionnelle (ICTJ) et stagiaire au Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe (NSC). Elle est titulaire d'une licence en littérature anglaise et civilisations contemporaines et d'une maîtrise en études interculturelles de l'Université de Carthage.

Malek Lakhel est une chercheuse et écrivaine tunisienne. Ses recherches portent sur la citoyenneté, les mouvements sociaux, les organisations de la société civile et le féminisme. Avant de travailler à l'Arab Reform Initiative, elle a été journaliste à Nawaat et assistante de recherche au Carnegie Endowment for International Peace. Malek est également romancière, son roman « Valse des Silences » est publié aux éditions JC Lattès. Elle est titulaire d'un master en théorie politique de Sciences Po Paris.

© 2024 Arab Reform Initiative.



Cette licence permet aux réutilisateurs de distribuer, de remixer, d'adapter et de développer le matériel sur n'importe quel support ou format à des fins non commerciales uniquement, et seulement tant que l'attribution est donnée au créateur. Si vous remixez, adaptez ou construisez sur le matériel, vous devez obtenir une licence pour le matériel modifié selon des conditions identiques.

Photo de couverture générée par l'IA à l'aide de Canva.

Avril 2024

Table des matières

<i>Résumé Exécutif</i>	4
<i>Introduction</i>	5
<i>Qualifier la participation et la mobilisation politique des jeunes</i>	7
<i>Conceptualiser l'impact des inégalités sur les opinions politiques</i>	9
<i>Méthodologie</i>	10
<i>Perceptions de soi, de la communauté et de la génération</i>	13
<i>Valeurs et priorités politiques des jeunes</i>	19
<i>Relier l'expérience quotidienne à la politique : attentes et évaluation des services de l'état</i>	24
<i>Trajectoires et mobilité des jeunes : comment les jeunes conçoivent leur avenir</i>	28
<i>Conclusions</i>	30

Résumé Exécutif

La transition démocratique en Tunisie a été enterrée avec le coup d'État de Kais Saïed, le 25 juillet 2021, suivi par le démantèlement de l'édifice institutionnel mis en place depuis la révolution. Après une décennie vécue sous un régime démocratique et un apprentissage théorique et pratique de la démocratie, comment les jeunes perçoivent-ils/elles l'évolution de leurs institutions et procédures politiques dans un contexte d'autocratisation ?

Pour répondre à cette question, l'Arab Reform Initiative, en collaboration avec ses organisations partenaires Génération Anti-Marginalisation et We Start, a mené en 2023 une série de six focus groups avec des jeunes âgés de 18 à 35 ans. Les focus groups, qui ont rassemblé 41 participant·es, ont été organisés sur deux sites distincts : Kairouan et Kabaria. Les focus groups ont cherché à obtenir des participant·es leur perception des changements politiques depuis juillet 2021, leurs principales priorités, et ce qu'ils/elles perçoivent comme la voie la plus à même d'amener une participation inclusive et une plus grande justice sociale.

Les jeunes dans la vie publique aujourd'hui : L'apathie politique demeure. Deux ans après le coup d'État de Saïed, l'État peine toujours à atteindre la stabilité économique, la sécurité et la sûreté. Pendant ce temps, Saïed persiste à démanteler les acquis de la transition démocratique. La situation actuelle est perçue comme une relative déception pour la jeunesse tunisienne qui a soutenu Saïed depuis 2019, plaçant leur foi dans ses discours anti-establishment et d'autonomisation de la jeunesse. L'absence de changement et le retour à des tendances autoritaires se traduisent par une désillusion croissante des jeunes à l'égard de la vision de Saïed et de la sphère politique en général.

Les valeurs et les attentes évoluent de l'intérêt collectif à l'intérêt individuel : Les jeunes considèrent les valeurs telles que la conscience et la responsabilité comme essentielles dans la sphère publique tunisienne. Cependant, ils et elles présentent ces valeurs sous un angle individualiste, plutôt que collectif : le manque de conscience et de responsabilité est le problème, et chaque individu devrait être un·e citoyen·ne conscient·e et responsable, et c'est de l'addition des efforts de chacun·e que viendra le changement. Cela témoigne du scepticisme croissant des jeunes à l'égard de l'idée même de trouver des alternatives et des solutions collectives à la situation actuelle : la sphère collective est trop instable, trop imprévisible pour être investie de valeurs, de temps et d'efforts, alors que l'individu peut encore être investi, situé, évalué. D'une certaine manière, ce schéma individualiste illustre la fermeture de l'espace politique, qui n'est plus un espace à investir de valeurs. Désormais,

c'est l'addition des efforts individuels qui est perçue comme la voie de sortie de la crise multidimensionnelle que traverse la Tunisie.

Perception des événements récents : Dans un premier temps, les jeunes ont perçu la mainmise de Kais Saïed sur le pouvoir comme un nouveau départ pour la Tunisie, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Au fil du temps, l'attrait de Saïed a diminué parmi eux·elles, car leurs appels à la « liberté, à la justice et à la dignité » sont restés lettre morte. Ils et elles n'ont pas perçu de changement distinct dans les domaines où ils et elles le considéraient comme capable d'apporter des changements, en particulier dans la politique, l'économie et le système judiciaire. Au contraire, ils et elles ont constaté la persistance des problèmes qu'ils et elles avaient critiqués durant la transition démocratique : l'absence de vision et une nette préférence pour le changement institutionnel plutôt que pour le changement économique. Pourtant, alors que le soutien diminue, l'absence d'alternatives répondant à leurs demandes crée un vide que Saïed continue d'occuper en donnant l'espoir que les demandes pour une moralisation de la politique trouvent une réponse dans ses actions autoritaires envers les opposant·es.

Perception de la décennie passée : Malgré ses abus, un sentiment de nostalgie pour le régime de Ben Ali est en train de se répandre parmi les Millennials et la Génération Z. D'une part, cette nostalgie représente une vision idéalisée du passé, incarnant une aspiration à des valeurs qui semblent absentes de leur réalité actuelle, telles que le prestige international, la stabilité économique et la sécurité. D'autre part, l'image de l'ancien régime dans leur mémoire personnelle et collective reste mitigée et ambiguë, car beaucoup sont conscient·es de la violence du régime.

Perception du développement et des services publics : Les services publics sont « hors service » tandis que le développement semble bloqué. Dans des secteurs comme la santé, les transports et l'éducation, les jeunes s'accordent à dire que la qualité des services se détériore dans la capitale et, plus gravement encore, dans d'autres régions du pays. Les lacunes des services publics ne sont pas sans conséquences sur le bien-être des jeunes qui ne peuvent pas accomplir les tâches quotidiennes de base en raison de l'état de ces services, ce qui conduit à un état d'impuissance et de désespoir. Comme l'horizon de développement du pays reste au point mort, la migration est l'une des rares options restantes pour les jeunes qui cherchent à améliorer leurs conditions de vie.

Introduction

En 2021, l'ARI a entrepris un important projet de recherche visant à comprendre la relation de la jeunesse tunisienne avec la transition démocratique : comment ils et elles ont été socialisé·es à la démocratie, comment ils et elles comprennent la démocratie et sa valeur pour leur propre vie, et comment ils et elles évaluent leurs nouvelles institutions démocratiques et leurs représentant·es. Cette recherche a abouti à la publication du rapport « Youth perceptions of politics in the post-2011 Tunisia : Giving the floor to millennials and Gen Z » (Perceptions des jeunes de la politique dans la Tunisie post-2011 : donner la parole aux milléniaux et à la génération Z). Dans cette première phase, menée au cours du premier semestre 2021, c'est-à-dire quelques mois avant le coup d'État, nous avons exploré la compréhension qu'ont les jeunes des principes démocratiques, leurs points de vue sur la politique et leurs valeurs. Notre principale hypothèse était que la jeunesse n'est pas un groupe homogène, car les différences générationnelles sont importantes dans le contexte tunisien : La génération Y a « fait » la révolution, tandis que la génération Z est devenue adulte au cours d'une transition démocratique. Cela signifie que les premier·es ont été socialisé·es à la démocratie d'une manière plus informelle et militante que les second·es, qui ont grandi dans un contexte où la démocratie a été publiquement adoptée en tant qu'aspect clé de l'avenir de la Tunisie. Notre hypothèse était que cette différence de socialisation démocratique se traduirait par des conceptualisations différentes de la démocratie, de la vie politique, des valeurs politiques, etc.

Néanmoins, nos premiers résultats ont montré que les jeunes, quel que soit leur âge, étaient très similaires en ce qui concerne les valeurs qui leur importaient et la manière dont ils et elles percevaient le contexte politique. Quel que soit leur âge, ils et elles s'accordent sur le fait que la moralisation de la sphère politique est une priorité et partagent ainsi le rejet de la classe politique et notamment du parlement exprimé par Kais Saïed. Cependant, ce rejet du parlement et des partis n'implique pas un rejet de l'édifice démocratique en soi, qui est perçu comme une évolution positive pour le pays.

De plus, lorsqu'il s'agit de se définir, nous avons constaté que les jeunes de chaque génération ne percevaient pas beaucoup d'écart avec celles et ceux de l'autre génération, mais ils et elles ont clairement indiqué qu'ils et elles ne se sentaient pas représenté·es par certain·es jeunes, en particulier celles et ceux des zones urbaines, qu'ils et elles soient issu·es des classes moyennes ou supérieures ou de milieux plus populaires. Ces efforts pour se distinguer des autres jeunes nous ont montré que la notion de « jeunesse » en tant que catégorie englobante ne rend pas justice à la

façon dont les jeunes se perçoivent, et qu'il faut segmenter cette catégorie, tout comme ils et elles s'efforcent de se distinguer de leurs pairs.

Depuis la fin de cette première phase, le pays a changé radicalement. La transition démocratique a été enterrée par le coup d'État mené par Kais Saïed le 25 juillet 2021. Avec ce coup d'État, tout l'édifice institutionnel construit depuis la révolution a été progressivement démantelé. Cette nouvelle étape nous a amenés à nous interroger sur l'évolution de la perception des institutions politiques par les jeunes face à l'autocratisation actuelle, après une décennie de vie sous un régime démocratique.

Pour répondre à cette question, l'Arab Reform Initiative, en collaboration avec ses organisations partenaires Génération Anti-Marginalisation et We Start, a mené une série de six focus groups avec des jeunes âgé·es de 18 à 35 ans en 2023. Les focus groups, qui ont rassemblé 41 participant·es et reflété la parité hommes-femmes, ont été organisés dans quatre zones différentes : Kairouan, Chebika, Hajeb Laayoune et Kabaria. Les focus groups ont cherché à savoir comment les participant·es percevaient le changement politique depuis juillet 2021, quelles étaient leurs principales priorités et ce qu'ils et elles considéraient comme le chemin essentiel vers une participation inclusive et une plus grande justice sociale.

La méthodologie de cette recherche s'est concentrée sur l'hétérogénéité des jeunes, et sur la manière dont leur positionnement dans les géographies de l'inégalité, de la marginalisation historique et de la stigmatisation sociale influence leurs attitudes, leurs comportements et leurs valeurs politiques. Dans quelle mesure les inégalités entre les jeunes résultant des modèles géographiques d'injustice sociale influencent-elles leur propre définition de soi, leurs perceptions de la sphère publique et de la scène politique, et leurs points de vue ou opinions sur la politique et le processus de détransition. De même, la méthodologie de recherche visait à évaluer dans quelle mesure les différences micro-générationnelles entre les jeunes influencent les différences de perception et de compréhension. Pour ce faire, nous avons décidé de mélanger les âges au sein des mêmes focus groups afin d'entendre directement les différences entre elles et eux et d'analyser les réactions que ces différences suscitent entre les deux générations que nous étudions, la génération Y et la génération Z. Cela s'est avéré particulièrement fructueux en ce qui concerne les questions de mémoire.

Dans l'esprit de l'itération, les participant·es à la recherche sélectionné·es dans le gouvernorat de Kairouan étaient pratiquement les mêmes que celles et ceux interrogé·es

6 La Perception par la Jeunesse Tunisienne du Retour de l'Autoritarisme : Le Soutien à la Démocratie en Déclin

en 2021, afin de mesurer l'évolution de leurs positions dans ce contexte profondément transformé. Nous avons posé des questions similaires à celles auxquelles ils et elles avaient répondu lors de la première itération de la recherche, mais nous avons ajouté de nouvelles questions sur la manière dont ils et elles se considèrent comme jeunes, non seulement en termes de génération (en distinguant la génération Z de la génération Y), mais aussi en termes de géographie. Par exemple, nous avons demandé aux jeunes comment ils et elles se voyaient en tant qu'individus dans leur ville ou leur quartier, comment ils et elles se voyaient en tant que groupe, c'est-à-dire « les jeunes de (la ville ou le quartier où nous nous trouvons) », et comment ils et elles pensaient être perçus par le reste du gouvernorat et le reste du pays.

Nous avons également mené une partie de nos recherches dans une banlieue populaire de la capitale. En effet, nos premières recherches en 2021 avaient montré que les jeunes des régions intérieures que nous avons interrogés ne se reconnaissaient pas dans la jeunesse des grandes villes et encore moins dans celle des banlieues populaires. Ce manque de cohésion au sein d'une même classe d'âge et les efforts déployés par ces jeunes pour se distinguer de ces « autres » jeunes, qu'ils et elles considèrent comme illégitimes ou violents, nous ont amenés à nous interroger sur cette catégorie de « jeunes » dans son ensemble. Nous avons réalisé que les efforts des jeunes pour se distinguer des autres jeunes devaient se traduire par une approche plus segmentée de notre part. Nous nous souvenons ici d'un commentaire fait par une ancienne membre du parlement au cours de notre dialogue politique sur la participation politique des jeunes : « Pourquoi, lorsqu'il s'agit des femmes et des jeunes, les acteurs qui promeuvent leur participation ou leur alliance au sein d'un groupe pensent-ils·elles que leur identité politique peut être effacée par leur appartenance à un certain sexe ou à un certain groupe d'âge ? ». Elle pensait aux sessions de mise en réseau et de *team building* financées par des bailleurs de fonds étrangers, où des jeunes ou des femmes parlementaires de différents partis politiques sont invités·es à se rencontrer et à travailler en réseau, mais la même idée peut s'appliquer à l'étude de la jeunesse : pourquoi le fait d'appartenir à la même catégorie d'âge signifierait-il que l'on a des points de vue similaires sur la politique ?

Dans ce rapport, nous prenons en compte l'effort de démarcation que nous avons constaté et insistons sur l'exploration des perceptions que les jeunes ont d'elles·eux-mêmes, de leur image et de celle des autres jeunes. Par ailleurs, nous mobilisons dans notre analyse le concept d'« écologie politique » : l'idée que les personnes sont façonnées par leur environnement, par les ressources dont elles disposent et celles qui leur manquent. Nous pensons que les inégalités empêchent les jeunes de devenir une classe en soi, avec ses propres intérêts et revendications politiques.¹ Dans le cas de la Tunisie, notre

compréhension de l'écologie politique a tout à voir avec les inégalités régionales, qui se traduisent plus largement par des inégalités de classe. Nous considérons qu'il s'agit là des principaux moteurs de la différenciation et de la segmentation de la jeunesse.

Nos conclusions sont nombreuses et, dans certains cas, surprenantes. Un des résultats importants est que le recours de Kais Saïed contre le parlement était en effet populaire parmi les jeunes. Cela correspond à nos premières conclusions, qui montraient que les jeunes partageaient son rejet de cette institution et des partis politiques qu'elle représentait. Cependant, sa popularité s'est progressivement érodée, car les jeunes n'ont pas vu de rupture claire dans les domaines politiques où ils et elles attendaient de lui un changement, à savoir la moralisation de la scène politique, l'économie et le système judiciaire. La réautocratisation de la Tunisie n'a pas été la principale raison de sa baisse de popularité, mais elle a été perçue par certains·es comme une menace sérieuse. C'est son incapacité à tenir ses promesses sur des aspects essentiels de la vie, à savoir l'économie et la justice, qui a commencé à éroder sa popularité auprès des jeunes. En réalité, l'on pourrait dire qu'il commet la même erreur que les élites politiques de 2011 : répondre aux demandes économiques et sociales urgentes de la population par des changements institutionnels et constitutionnels.

Une autre conclusion importante qui découle de la première est que nous avons constaté une nostalgie remarquable pour le régime de Ben Ali, en particulier parmi la Génération Z. Malgré les graves violations des droits humains et le pillage endémique de l'économie tunisienne, ce qui reste de ce régime peut être résumé en deux expressions/slogans : « Amn wa Amen » (Sécurité et sûreté) et « Avec 10 dinars, on pouvait remplir son panier ». Cela suggère que la mémoire collective de la dictature n'a pas été transmise aux jeunes générations de manière convaincante.

Enfin, en termes de valeurs, nous avons constaté une nette évolution vers l'individualisation des problèmes et des solutions. En effet, à la question de savoir quelles valeurs étaient les plus importantes à promouvoir dans la sphère collective, la majorité des jeunes ont répondu « la responsabilité » et « la conscience », définissant ces valeurs en termes individualistes, c'est-à-dire que si chaque personne était plus « responsable » et « consciente », la Tunisie serait dans un meilleur état. Le poids de la situation collective a été mis sur l'addition des manques individuels de responsabilité et de conscience. Cela nous amène à penser que l'une des conséquences du coup d'État est l'affaiblissement de la sphère collective. Le collectif n'est plus un espace d'investissement dans les valeurs, c'est dans les individus qu'il faut investir, et supposément, si chacun·e y met du sien, l'addition apportera à la Tunisie un avenir meilleur.

Qualifier la participation et la mobilisation politique des jeunes

La participation politique des jeunes en Tunisie après 2011

La démocratisation que connaît la Tunisie depuis 2011 a fait naître l'espoir d'un changement radical de la place des jeunes dans le pays, notamment en termes de représentation politique. Toutefois, dix ans après la révolution, les recherches sur la participation politique des jeunes concluent que les jeunes ont été et continuent d'être exclu·es du paysage politique traditionnel, c'est-à-dire des partis politiques.² À l'inverse, les niveaux de confiance et d'intérêt des jeunes pour le système politique sont très faibles. Selon une enquête commandée par la Fondation Heinrich Böll en 2018, 47 % des jeunes Tunisien·es ne s'intéressent pas du tout à la vie politique et aux affaires locales.³ La Banque mondiale, quant à elle, a présenté des chiffres très bas concernant la confiance dans le système politique chez les jeunes Tunisien·es : seul·es 8,8 % des jeunes ruraux·ales et 31,1 % des jeunes urbain·es ont confiance dans le système politique.

Cependant, ce double mouvement d'exclusion-indifférence-manque de confiance entre les jeunes et le paysage politique formel ne signifie pas qu'ils et elles l'ont complètement quitté. Comme dans de nombreux pays du monde, les jeunes se retrouvent ailleurs. D'importants mouvements sociaux ont été menés par des jeunes. Nous pensons ici à des mouvements tels que Manich Msemah (Je ne pardonnerai pas),⁴ qui protestait contre une loi d'amnistie blanchissant les fonctionnaires et les hommes d'affaires impliqués dans l'expropriation massive des biens publics par le régime précédent. La révolution de 2011 a également été l'occasion d'un net renouvellement générationnel au sein du mouvement féministe. Aidées par les réseaux sociaux, les jeunes femmes ont créé des espaces pour partager leurs expériences intimes et créer des récits alternatifs à celui parrainé par l'État, plus ou moins appuyé par les féministes plus âgées, qui s'étaient pourtant mobilisées contre ce même récit dans les années 1980, avant d'en faire un acquis, en raison de la peur générée par les islamistes au début des années 1990. Les

jeunes femmes de la génération de la Révolution ont été à l'avant-garde des campagnes contre le harcèlement sexuel (EnaZeda) et les féminicides. En outre, la révolution a ouvert la voie aux mouvements LGBTQ+, dont la plupart sont dirigés par des jeunes. Le mouvement LGBTQ+ est progressivement devenu plus visible dans les espaces de mouvement social au cours de la dernière décennie. En fait, la participation politique des jeunes n'a pas tant disparu qu'elle a été hybridée, culturalisée et axée sur des formes et des espaces d'engagement alternatifs.⁵

Toutefois, ces exemples de participation en dehors du domaine politique formel doivent être replacés dans leur contexte : ils impliquent souvent des ONG financées par des fonds étrangers, ou des personnes travaillant dans ou autour d'ONG financées par des fonds étrangers, et sont pour la plupart centrés sur Tunis. L'engagement dans la société civile est en outre une expérience limitée à une classe sociale et à une zone géographique : la plupart des activistes sont des jeunes multilingues, urbain·es et ayant fait des études universitaires. En revanche, seuls 3 % des jeunes Tunisien·es vivant dans les zones rurales sont impliqués dans des ONG, selon l'enquête de la Banque mondiale de 2014. En outre, cette implication dans d'autres formes de participation politique ne fait pas le lien avec la participation politique formelle : Selon Mansouri,⁶ une très faible proportion de la cohorte (environ 10 %) qu'il a interrogée a indiqué qu'elle était susceptible de se voir jouer un rôle actif dans le leadership politique en étant membre d'un parti politique. Ce constat fait écho aux sentiments d'impuissance et de manque de capacité d'action, malgré la participation à la société civile.

Dans ce contexte, l'élection de Kais Saied en novembre 2019 et le rôle central qu'ont joué les jeunes dans sa campagne⁷ a bouleversé l'idée largement répandue de l'exclusion et de l'indifférence des jeunes à l'égard de la politique officielle. Les jeunes ont été au premier plan de sa campagne et, selon les sondages, ont massivement voté pour lui dès le premier tour⁸ (37% des jeunes âgés de 18 à 25 ans ont voté pour Saied au premier tour de la présidentielle de 2019 selon Sigma Conseil).

Participation politique des jeunes depuis le 25 juillet 2021

Malgré le rôle crucial de la jeunesse dans l'élection de Saïed en 2019, aucun progrès n'a été réalisé en termes d'inclusion des jeunes dans la politique formelle, bien au contraire. Depuis le coup d'État du 25 juillet, les rares progrès réalisés dans ce domaine politique ont été interrompus et inversés. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui est un retour évident au point zéro en ce qui concerne la participation des jeunes à la vie politique.

Alors que les jeunes ont été déterminant·es pour son élection, peu de jeunes dirigent le nouveau régime, que ce soit au sein du gouvernement ou dans les différentes commissions qu'il a mises en place ou encore dans les médias où les partisan·es de Saïed « expliquent » son projet. En termes d'optique, ce que nous voyons n'est pas très différent de ce que nous avons vu pendant la décennie démocratique : les hommes d'âge moyen sont au centre de la scène tandis que les jeunes, à l'exception peut-être d'une seule personne,⁹ sont introuvables.

Sur le plan juridique, la nouvelle constitution a relevé l'âge d'éligibilité à la présidence de 35 à 40 ans. En outre, la nouvelle loi électorale abolit purement et simplement tous les quotas et les exigences de parité ou d'incitation à la candidature qui avaient été introduits après la révolution. Les candidatures aux élections législatives étant désormais individuelles, des quotas ont été fixés pour le parrainage des candidat·es (parité hommes/femmes, et 25% des parrains doivent être des jeunes). Cependant, cela n'encourage pas la diversité des candidat·es : tant qu'ils et elles ont les signatures nécessaires, les hommes âgés disposant de ressources sont libres de présenter autant de candidats qu'ils le souhaitent. Il n'existe aucun mécanisme formel pour encourager les femmes et les jeunes à se présenter. Il n'est pas surprenant que l'écrasante majorité des nouveaux parlementaires soient des hommes d'âge mûr : Les hommes de plus de 45 ans représentent environ 39 % des député·es. Ils sont deux fois plus nombreux que le nombre total de femmes au parlement de 2022. Les député·es âgé·es de moins de 40 ans ne représentent que 22 % du contingent.¹⁰

Session parlementaire / Âge	#		%	
	21-30 ans	31-40 ans	21-30 ans / TOTAL	31-40 ans / TOTAL
2014-2019	14	35	6,45%	16,12%
2019-2021	15	43	6,91%	19,81%
2022-2027	8	26	4,96%	16,14%

Enfin, la participation des jeunes aux élections, qui n'était déjà pas très élevée, a diminué de manière significative. Bien que l'e-estichara était ouverte aux jeunes de 16 ans et plus, le taux de participation était faible : seul·es 2% des participant·es avaient entre 16 et 19 ans. Les 20-29 ans représentaient 16,9 % des votant·es. Seul·es les 30-39 ans ont été surreprésenté·es par rapport à leur poids démographique dans le pays, avec 25,59% du nombre total de participant·es.¹¹ La même tendance à l'abstention a été observée lors du référendum de juillet 2022 et des élections législatives de décembre 2022-janvier 2023. Au premier tour, seuls 5,8 % des jeunes âgé·es de 18 à 25 ans et 26,7 % de celles et ceux âgé·es de 26 à 45 ans ont voté, selon l'ISIE.¹²

Cela montre que l'élan d'espoir et de revendication de la jeunesse de Kais Saïed en 2019 n'a reçu aucune traduction en termes d'inclusion et de participation politique. Les jeunes n'ont pas gagné plus de sièges et n'ont pas plus voté depuis sa prise de pouvoir. Alors, qu'est-ce que les jeunes ont à y gagner ? Nos résultats précédents ont montré que la convergence entre Saïed et les jeunes était liée à l'adhésion à des valeurs similaires (propreté, moralité, etc.) et à un rejet commun de l'establishment politique et de l'institution qui le symbolise le plus, le parlement. Notre recherche actuelle montrera que dans ces deux domaines, Saïed est décevant. Néanmoins, alors que le soutien diminue, l'absence d'alternatives qui répondent à ces mêmes demandes crée un vide que Saïed continue d'occuper en donnant l'espoir que les demandes de moralisation de la politique seront satisfaites par ses mesures autoritaires à l'égard des opposant·es.

Conceptualiser l'impact des inégalités sur les opinions politiques

Géographies de l'injustice

Deux concepts sont essentiels pour comprendre les différences entre les jeunes en Tunisie : l'écologie politique d'une part, et l'éclipse du concept de classe sociale d'autre part. Nous sommes arrivés à ces deux concepts en constatant qu'étant donné l'histoire des inégalités régionales en Tunisie,¹³ on ne pouvait pas comprendre les jeunes comme un seul groupe cohérent. Le concept d'écologie politique « souligne l'importance d'explorer les interrelations entre l'environnement et la politique ».¹⁴ De nombreuses études sur la participation politique des jeunes se concentrent sur la socialisation primaire et secondaire,¹⁵ mais l'environnement, l'accès qu'un·e jeune peut ou ne peut pas avoir aux ressources, les références culturelles auxquelles il ou elle est exposé·e, produisent des différences qui deviennent souvent des inégalités entre les jeunes, ces inégalités produisent des « groupes disparates de jeunes » qui peuvent exprimer les mêmes mécontentements à l'égard de l'état des affaires politiques, mais qui sont encore peu susceptibles de reconnaître « une situation commune » en tant que jeunes. Les inégalités empêchent donc la jeunesse de devenir une classe en soi, avec ses propres intérêts et revendications politiques.¹⁶ Dans le cas de la Tunisie, notre compréhension de l'écologie politique a tout à voir avec les disparités régionales. Comme l'écrit Cimini :

*« La différenciation spatiale fournirait un compte-rendu plus complet et plus détaillé de la situation à laquelle est confrontée la « jeunesse » en Tunisie. Les clivages régionaux ont un pouvoir descriptif et explicatif plus important que le clivage générationnel tout court ».*¹⁷

Cette approche a été soutenue par nos résultats antérieurs qui ont montré que les jeunes des régions intérieures ne s'identifiaient pas aux jeunes des grandes villes côtières. Par ailleurs, le choix d'une approche géographique a été conforté par la lecture de l'ouvrage Quand les jeunes parlent d'injustice : Expériences, registres, mots en Tunisie, édité par les sociologues Hayet Moussa et Imed Melliti en 2018.¹⁸ Reprenant l'année 2011 comme un moment important de l'expression de l'injustice

en Tunisie, les différentes contributions de l'ouvrage montrent que la géographie est au cœur du cadrage de l'injustice. « L'injustice commence par l'être-ici, être-né-ici, par le lieu »¹⁹ écrivent Melliti et Moussa.

Cette identification à l'espace ou à la région marginalisée peut même, selon eux, dépasser les données strictement économiques des individus : « L'appartenance au centre ou à la périphérie, au milieu rural ou urbain, aux régions côtières ou intérieures »²⁰ dépasse la richesse individuelle lorsqu'il s'agit de se définir. L'identification à une région marginalisée peut donc parfois aller jusqu'à brouiller l'appartenance à une classe sociale dans la manière dont les individus racontent leur histoire. Toutefois, ils et elles nuancent ce constat, puisque des phénomènes de distinction ou de discrimination interne peuvent apparaître au sein même d'une région marginalisée et parfois prendre le relais des récits de discrimination régionale. Par exemple, dans le cas de Kairouan, les catégories « beldi » (bourgeois·e urbain·e) et « riffi » (rural·e) comptent autant que l'appartenance collective à une région considérée comme pauvre. Dans le cas précis de Kairouan, cela se traduit par des expressions de mépris à l'égard des personnes qui utilisent le gué plutôt que le qaf pour parler, le premier étant considéré comme spécifique aux ruraux alors que le second est ce qui fait de quelqu'un un·e « citoyen·ne urbain·e civilisé·e ». Ces catégories sont nationalisées (on entendra très rarement quelqu'un parler en utilisant le gué à la radio ou à la télévision, mais on entendra beaucoup plus souvent des blagues sur le fait de parler en utilisant le gué), mais dans certaines régions comme Kairouan, elles peuvent prendre une dimension plus centrale que celle de l'égalité entre personnes d'une région marginalisée.

C'est autour de cette dimension de l'injustice territoriale que se forment les sentiments de mépris et de non-reconnaissance. Cependant, il faut rappeler que lorsqu'il s'agit de définir l'injustice et l'exclusion sociale dans la Tunisie d'aujourd'hui, l'approche géographique (ou spatiale) que nous avons adoptée est imbriquée dans d'autres dimensions : la dimension politique, la dimension médiatique et la dimension intergénérationnelle.²¹ La dimension politique a été au centre de notre autre recherche sur la jeunesse en Tunisie, à travers laquelle nous avons évalué l'impact des quotas de jeunes dans les conseils municipaux élus en 2018. Les dimensions médiatique et intergénérationnelle feront l'objet du présent document.

Disparition du langage des classes

Melliti et Moussa notent que les jeunes avec lesquels leur équipe de recherche s'est entretenue ont à peine le sentiment d'appartenir à une classe. Ainsi, leur identité est clairement dépourvue d'un récit collectif, partagé. Ceci indique que l'appartenance se situe ailleurs. Le plus souvent, elle est géographique. Cette incapacité de la classe à créer une identité chez les jeunes est un fait remarquable. Ils et elles notent que seul·es deux de leurs interlocuteur·trices s'identifient spontanément à la catégorie « Zaweli »²² (pauvre). Les jeunes se définissent « par comparaison sociale : [...] non pas par ce qu'ils et elles sont, mais par rapport aux autres : adultes, aîné·es, jeunes d'autres catégories socio-économiques et d'autres régions ». Ce réflexe de comparaison peut être couplé aux phénomènes de distinction entre jeunes évoqués en introduction.

Cette éclipse de l'idiome de la classe sociale laisse place à deux choses : le discours de l'économie morale, dominé par « le scandale moral de la discrimination et de la privation de droits ». Cet idiome est individuel et « se concentre sur l'individu et son droit à accéder à un « mode de vie normal » ou à être considéré comme tel ». Ainsi, « les demandes sociales se formulent beaucoup moins autour d'une demande d'égalité que dans le répertoire moral du respect et de la dignité ».²³ Outre l'économie morale, il existe des discours moraux plus généraux dans lesquels la responsabilité de l'échec ou de la marginalité est placée sur les épaules de l'individu (paresse, manque de volonté, etc.). Cela a influencé la manière dont nous avons formulé nos questions : ce que l'on attend de l'État, la manière dont les jeunes se voient et voient leur avenir. Cela nous a également aidés à contextualiser la prévalence de valeurs centrées sur l'individu plutôt que sur la collectivité, que nous abordons plus loin dans le document.

Méthodologie

Les focus groups

En collaboration avec ses organisations partenaires (Génération Anti-Marginalisation et We Start), l'équipe d'ARI a mené une série de six focus groups qui ont rassemblé 41 participant·es. Ils ont été organisés sur deux sites distincts : Le gouvernorat de Kairouan et le quartier de

Kabaria. A Kairouan, notre équipe a facilité les discussions dans trois zones différentes : Kairouan, Chebika et Hajeb Laayoune. De même, à Kabaria, nous avons impliqué des participant·es résidant dans les quartiers environnants.

En plus des cibles initiales du premier projet (2021-2022), l'axe de recherche actuel a mis l'accent sur les différences générationnelles en incluant la Génération Y et la Génération Z dans le même focus group. Nous considérons la Génération Y (ou Millennials) et la Génération Z (ou Zoomers) comme deux générations différentes qui, théoriquement, ont des expériences politiques radicalement différentes puisque la première a grandi sous le régime de Ben Ali tandis que l'autre a grandi dans le sillage de la révolution de 2011. Les disparités géographiques, en particulier entre les zones périurbaines et les zones rurales, ont également été prises en compte. Les deux régions, Kairouan et Kabaria, ont souvent vu les jeunes confronté·es à la marginalisation, avec une participation politique limitée tout au long de la dernière décennie.

Les focus groups ont duré entre 2 et 4 heures, avec une partie de l'équipe facilitant les discussions et interagissant avec les participant·es, tandis que l'autre partie transcrivait les entretiens. Au début de chaque focus group, il a été demandé à chaque participant·e de remplir un formulaire sociodémographique contenant des informations nécessaires telles que l'âge, le sexe, le statut professionnel, le niveau d'éducation, la résidence urbaine/rurale, l'affiliation à un parti politique ou à une ONG, et la participation électorale antérieure. Les formulaires recueillis étaient anonymes et codés. Les groupes de discussion ont été enregistrés, à moins que les intervenant·es n'aient refusé d'être enregistré·es. Le consentement éclairé a été systématiquement obtenu avant les focus groups et les données ont ensuite été stockées sur des serveurs sécurisés.

Des efforts ont été faits pour assurer une répartition cohérente des participant·es par âge et par sexe au sein de chaque groupe. Le statut socio-économique et le niveau d'éducation des participant·es ont également été pris en compte afin de rendre les groupes aussi qualitativement représentatifs que possible des jeunes de chaque lieu mais également pour garantir le plus large éventail possible de points de vue.

Les six focus groups étaient structurés autour d'un questionnaire standard élaboré à partir de la revue de la littérature et de l'analyse contextuelle réalisées en début de projet. La Tunisie poursuivant sa « dé-transition » démocratique, de nouvelles questions ont été ajoutées pour refléter l'évolution du contexte du pays. Parallèlement, certaines questions sont restées identiques à celles de la première édition du projet.

11 La Perception par la Jeunesse Tunisienne du Retour de l'Autoritarisme : Le Soutien à la Démocratie en Déclin

Il est essentiel de comprendre comment les jeunes perçoivent les changements politiques intervenus depuis juillet 2021, quelles sont leurs principales priorités et ce qu'ils et elles considèrent comme les voies critiques vers une participation inclusive et une plus grande justice sociale. Pour ce faire, nous avons adopté une approche participative, en utilisant chaque focus group pour collecter des données. Chaque session était basée sur une série de questions axées sur différents thèmes :

- Les jeunes et la vie publique
- Valeurs et attentes
- Comprendre la perception des étapes de la dernière décennie et des événements politiques récents
- Socialisation et participation
- Perception de l'environnement économique et professionnel

Les participant·es ont écouté les questions et ont écrit leurs réponses sur le questionnaire avant que nous ne lancions la discussion pour plus d'explications. Certaines questions ont utilisé la méthode de la vignette pour susciter un débat au sein du groupe. Ensuite, notre équipe a codé les données de manière inductive en utilisant des mots-clés et a analysé les données collectées en recherchant les différences pertinentes entre les lieux, le sexe et l'âge, afin d'identifier les points de vue convergents et divergents sur le paysage social et politique de la Tunisie parmi les jeunes. Les résultats de l'analyse sont présentés dans le rapport suivant.

Les participant·es

- Âge

Les participant·es étaient des jeunes de différents groupes d'âge dans chaque site. Certain·es appartenaient à la Génération Y, qui a été témoin de la révolution de 2011, et d'autres à la Génération Z, qui est arrivée à l'âge adulte dans la période post-révolutionnaire.

	Kairouan Centre		Chebika		Hajeb Laayoune		Kabaria	
Répartition selon l'âge	Nº	(%)	Nº	(%)	Nº	(%)	Nº	(%)
18-26	5	62.5	6	75	3	37.5	7	58.8
27-36	3	37.5	2	25	5	62.5	10	41.2

- Sexe

En ce qui concerne le sexe, la répartition au sein de chaque région présente de légères variations :

	Kairouan Centre		Chebika		Hajeb Laayoune		Kabaria	
Répartition selon le sexe	Nº	(%)	Nº	(%)	Nº	(%)	Nº	(%)
Homme	4	50	6	75	3	37.5	10	58.8
Femme	4	50	2	25	5	62.5	7	41.2

12 La Perception par la Jeunesse Tunisienne du Retour de l'Autoritarisme : *Le Soutien à la Démocratie en Déclin*

- Niveau d'éducation

En ce qui concerne le niveau d'éducation, chaque région présente de légères variations :

	Kairouan Centre		Chebika		Hajeb Laayoune		Kabaria	
	Nº	(%)	Nº	(%)	Nº	(%)	Nº	(%)
Répartition selon le niveau d'éducation								
Abandon scolaire	0	0	1	12.5	0	0	4	23.5
Secondaire	2	25	1	12.5	1	12.5	5	29.4
Universitaire	6	75	6	75	7	87.5	8	47.1

- Situation professionnelle

Chaque région a présenté plusieurs participant·es ayant des situations professionnelles variées.

	Kairouan Centre		Chebika		Hajeb Laayoune		Kabaria	
	Nº	(%)	Nº	(%)	Nº	(%)	Nº	(%)
Répartition selon la situation professionnelle								
Étudiant·es	2	25	3	37.5	5	62.5	9	52.9
Travailleur·se	0	0	1	12.5	1	12.5	3	17.6
Employé·e	5	62.5	1	12.5	1	12.5	2	11.8
Sans emploi	1	12.5	3	37.5	1	12.5	3	17.7

- Participation au sein des ONG

Chaque région a présenté un ensemble de participant·es dont certain·es étaient impliqué·es dans des ONG et d'autres non.

	Kairouan Centre		Chebika		Hajeb Laayoune		Kabaria	
	Nº	(%)	Nº	(%)	Nº	(%)	Nº	(%)
Êtes-vous / avez-vous été membre d'une ONG ?								
Oui	5	62.5	6	75	8	100	12	70.6
Non	3	37.5	2	25	0	0	5	29.4

13 La Perception par la Jeunesse Tunisienne du Retour de l'Autoritarisme : Le Soutien à la Démocratie en Déclin

Selon les données, 31 sur 41 des participant·es aux focus groups ont de l'expérience avec les organisations de la société civile. Les jeunes que nous avons interrogé·es ne constituent pas une représentation complète de leurs pairs locaux ou de l'ensemble de la jeunesse tunisienne. Ces données mettent en évidence un biais de recherche, car la plupart des jeunes Tunisien·nes ne sont pas aussi impliqué·es dans la société civile que les personnes que nous avons interrogé.

- Affiliation à un parti politique

	Kairouan Centre		Chebika		Hajeb Laayoune		Kabarria	
	Nº	(%)	Nº	(%)	Nº	(%)	Nº	(%)
Êtes-vous/avez-vous été affilié·e à un parti politique ?								
Oui	2	25	0	0	0	0	1	5.8
Non	6	75	8	100	8	100	16	94

Perceptions de soi, de la communauté et de la génération

Récits de génération

Les générations actuelles

Nous avons commencé les six focus groups par la même question : Comment les participant·es peuvent-ils et elles décrire leur génération à l'aide d'un objet, d'un concept ou d'un phénomène culturel ? L'objectif de cette question était d'obtenir un aperçu de la manière dont les participant·es se percevaient, percevaient leur génération et percevaient leurs pairs. La compréhension de leurs points de vue dans un cadre collectif a servi de base à la poursuite de l'analyse.

Les participant·es de Kabarria et de Kairouan ne forment pas un groupe homogène. Il est toutefois important de reconnaître que leur diversité découle d'une situation commune dans laquelle les couches d'inégalité s'entremêlent. Il existe des similitudes dans la manière dont ils et elles décrivent leurs générations respectives. Ils

et elles se sont qualifié·es de génération de la révolution et de génération du chômage.

La génération de la révolution

Les deux groupes ont identifié la révolution comme un événement central qui a influencé de manière significative leur compréhension de leur environnement et leurs orientations politiques. Elle reste un exemple puissant de revigoration de l'action collective, de la mobilisation politique et de la solidarité, générant de nouvelles forces et capacités politiques. Cependant, elle a également été perçue comme le début d'une période d'instabilité qui a eu des conséquences négatives pour leur jeune génération.

La génération des années 90, la génération de la révolution, nous avons tout eu en même temps; nous avons tout vu et nous avons approfondi notre compréhension de la politique, ce qui ne nous intéressait pas auparavant. La révolution, c'est aussi la Harqa et le chômage. (Femme, 23 ans, Chebika)

La révolution est un événement marquant. La vie des gens a changé grâce à la révolution en ce qui concerne l'art, la santé et la vie quotidienne. Personnellement, il y avait un système de vie

14 La Perception par la Jeunesse Tunisienne du Retour de l'Autoritarisme : Le Soutien à la Démocratie en Déclin

avant la révolution, et puis il y en a eu un autre, y compris dans les voyages, la vie culturelle et les habitudes. La révolution a eu un impact significatif sur moi, avec des conséquences à la fois positives et négatives. (Femme, 29 ans, Kabaria)

L'expérience directe de l'ancien régime par les millennials et leur participation directe à la révolution illustrent l'importance d'un tel événement. Il a fourni des voies alternatives pour la participation politique et la socialisation. Il en va de même pour les Zoomers, car la période post-révolution a favorisé une meilleure compréhension de leurs droits et souligné l'importance d'un engagement actif dans la vie civique. Néanmoins, certain·es restent sceptiques à l'égard de la société civile et du travail des ONG, ce qui reflète leur insatisfaction à l'égard du contexte politique général.

Je fais partie de GAM. Je suis ici parce que les gens ici me ressemblent ; nous avons le même objectif, nous voulons changer et faire avancer le quartier; j'ai refusé d'adhérer à une autre association parce que leurs antécédents n'étaient pas clairs. Il y a toujours du bon et du mauvais. Certaines personnes rejoignent des organisations pour obtenir des postes. (Femme, 20 ans, Kabaria).

La génération du chômage et de la marginalisation

Des témoignages tels que « C'est une génération de boxeurs, qui frappe encore, mais se heurte à un mur » (Homme, 35 ans, Hajeb Laayoune) et « la génération marginalisée » (Femme, 20 ans, Kabaria) décrivent de manière frappante le sentiment dominant de frustration et de découragement que les jeunes éprouvent encore après la révolution. Les jeunes des deux générations continuent de rencontrer des obstacles dans leurs études et dans leur entrée sur le marché du travail. Toutefois, ce sentiment est particulièrement prononcé chez les Millennials, qui ont connu une période de chômage plus longue que la Génération Z. Un problème particulièrement aigu dans l'intérieur et le sud de la Tunisie, berceau de la révolution de 2011. Entre octobre 2021 et janvier 2022, les taux de chômage les plus élevés sont observés dans les régions de l'ouest et du sud de la Tunisie (Nord-Ouest 33%, Sud-Ouest 26,3%, Centre-Ouest 23%).²⁴

Une génération qui manque de développement, qui manque d'occupations. J'ai l'impression de vivre dans un autre monde. L'État travaille pour les vieux. Pour nous, les gens partent tous les jours. Le sud s'est vidé de ses jeunes. Avant, ils et elles vivaient sans responsabilités. Maintenant, ma

responsabilité est plus grande que mon âge. J'ai les responsabilités d'un type de 50 ans qui n'a que des ennuis. À 27 ans, je rêve et je vois des choses, mais je ne les atteins pas. Je ne trouve pas les mots pour exprimer tout cela. (Homme, 27 ans, Kabaria)

Un autre groupe exclu de la jeunesse tunisienne est celui des NEET, c'est-à-dire des jeunes qui ne suivent pas d'études, d'emploi ou de formation. Le pays affiche l'un des taux de NEET les plus élevés de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, atteignant 33 % en 2020.²⁵ Néanmoins, l'État ne se préoccupe pas de soutenir ce groupe vulnérable pour qu'il passe du monde de l'éducation à celui du travail.

Je vais vous parler d'un phénomène qui se produit dans ma famille, à savoir le chômage. Vous obtenez votre diplôme et « tched blastek » (« restez à votre place ») à la maison. Tout le monde dans la maison a fait au moins cinq ou six ans d'études. J'ai obtenu mon diplôme en 2016, et maintenant j'ai décidé de faire autre chose, parce que j'ai passé six ans, six bonnes années, au chômage, alors j'ai décidé d'étudier à nouveau. (Femme, 32 ans, Hajeb Laayoune)

La génération précédente

Une version alternative de la question initiale a été posée aux participant·es : Comment décriraient-ils·elles la génération de leurs parents en un seul mot ? Les réponses ont divergé, certain·es exprimant de la nostalgie et de la révérence, considérant leurs parents comme la génération dorée. À l'inverse, d'autres ont fortement critiqué cette génération, évoquant la naïveté et l'irresponsabilité dont ils et elles ont fait preuve.

Alors qu'une génération entière est prise au piège de l'« attente »²⁶, certain·es participant·es se remémorent avec tendresse l'ère précédente comme une période de « stabilité, de sécurité et de repos » (Femme, 29 ans, Hajeb Laayoune). Ils et elles expriment un sentiment de nostalgie pour une époque qu'ils n'ont pas connue personnellement, la percevant comme un symbole d'unité et de prospérité économique. Une autre participante est allée jusqu'à décrire la génération de ses parents comme « la génération de la bonté ». (Femme, 22 ans, Kabaria).

La nostalgie du passé n'est pas propre à la jeunesse tunisienne. Elle a été observée dans les démocraties en transition et les démocraties établies.²⁷ Les individus éprouveraient une « nostalgie socio-temporelle pour une étape ou une qualité de vie différente », principalement la jeunesse, et « un désir de retrouver ce qu'était la vie à cette époque, qu'elle soit innocente, euphorique, sûre, intelligible ».²⁸

15 La Perception par la Jeunesse Tunisienne du Retour de l'Autoritarisme : Le Soutien à la Démocratie en Déclin

Les circonstances qui prévalent en Tunisie, notamment les taux de chômage élevés, les graves difficultés économiques, la corruption, la résurgence de l'autoritarisme et la crise écologique, encouragent ce sentiment. Les participant·es n'expriment pas un désir littéral de retour à l'ancien régime autoritaire en soi, mais plutôt un retour à ce qu'ils et elles considèrent comme des temps meilleurs. Le désenchantement du présent alimente la romantisation du passé.²⁹

En outre, le manque de connaissances acquises par les jeunes, principalement les Zoomers, sur le régime précédent et ses abus, est une autre raison de ce sentiment. La façon dont de nombreux·es participant·es ont décrit l'ère Ben Ali reflète leur compréhension limitée de son régime. Quelques participant·es le considèrent comme un champion de l'investissement étranger et de la stabilité économique, tandis que d'autres le voient comme un dirigeant juste qui a donné la priorité au bien-être des communautés pauvres. Diverses sources ont façonné leur point de vue. Certain·es participant·es ont formé leurs impressions en s'exposant aux médias sociaux, tandis que d'autres se sont appuyé·es sur les récits de leurs parents.

Il réduisait les prix. Il aidait et prenait soin des communautés pauvres et n'essayait pas de les opprimer. J'ai lu des choses sur lui dans les médias sociaux. (Homme, 19 ans, Kabaria)

Auparavant, nous avions des investissements et de la coopération avec d'autres pays. Nous avions la stabilité sociale et l'économie était florissante. Nous étions encouragés à être productifs. Aujourd'hui, nous sommes plongés dans une crise de la dette. (Femme, 23 ans, Kabaria)

Je considère Ben Ali comme une bonne personne; c'est pourquoi il a été enterré en Arabie Saoudite. (Femme, 26 ans, Kairouan)

Je le respecte, que Dieu bénisse son âme. Il était un dictateur, mais seulement avec les riches [...] Il avait du prestige et était respecté parmi les autres pays. Il prenait des initiatives avec d'autres pays et organisait des sommets avec eux. (Homme, 27 ans, Kabaria)

Les autres réponses donnent une vision plus critique de la génération précédente. Les participant·es ont décrit la génération de leurs parents comme manquant de vision futuriste et acceptant le statu quo. Leur vie s'articulait

autour d'une seule voie : étudier, trouver un emploi et se marier.

Fermés d'esprit. Ils et elles ne sont pas conventionnels uniquement en termes de religion ou autre, mais ils et elles n'ont aucune vision de la manière dont ils et elles vont changer l'avenir. L'idée même de changer l'avenir ne les intéresse pas. Ils et elles vivent, c'est tout. (Homme, 25 ans, Hajeb Laayoune)

La majorité des participant·es que nous avons interrogés se sont montrés réticent·es à l'idée de parler de politique avec leurs parents. Souvent, leurs perspectives politiques diffèrent considérablement, chacun·e soutenant des partis politiques ou des idéologies différents. Par conséquent, ces conversations ont tendance à être tendues ou difficiles à mener, ce qui leur donne le sentiment d'être incompris·es et de ne pas être entendu·es par leurs parents.

Nous ne parlons pas de politique. Nous nous réunissons rarement. Et même lorsque le sujet est abordé, je ne participe pas à la discussion. (Homme, 18 ans, Kabaria)

Nous avons des ambitions différentes. Ils essaient d'imposer leurs croyances. Je préfère ne pas partager mon opinion car ils ne la respectent pas. (Homme, 28 ans, Kabaria)

Nous parlons, mais nous avons des points de vue différents. Ils pensent que la situation avant la révolution et le 25 juillet était meilleure qu'aujourd'hui. Notre problème est que chacun·e d'entre nous soutient un parti politique. Chaque fois que nous parlons ensemble, nous finissons par mettre fin à la conversation. Le plus difficile est d'essayer de changer la mentalité de quelqu'un qui suit les mêmes idéaux depuis longtemps. J'ai essayé de les convaincre de voter pendant plusieurs années, mais je n'ai pas réussi. Certain·es membres de ma famille ont soutenu Ennahdha simplement parce qu'ils et elles pensaient qu'ils et elles propageaient l'islam. Je leur ai dit qu'ils et elles devraient regarder le débat présidentiel, s'informer sur leurs projets et éviter de laisser la bouche à oreille obscurcir leur jugement. (Femme, 23 ans, Kabaria)

La jeune génération craint moins le changement que celle de ses parents. Elle essaie de s'adapter aux changements constants de son contexte, reconnaît qu'il existe des alternatives aux systèmes dont elle a hérité et ne se sent

pas obligée de se contenter du statu quo. Par exemple, ils et elles participent activement à la société civile, un environnement sûr où ils et elles peuvent entrer en contact avec des personnes partageant les mêmes idées et explorer de nouvelles expériences plutôt que d'adhérer à la vision de leurs parents.

Nos parents sont contre le fait qu'on sorte et qu'on participe à la société civile ; ils sont contre le fait qu'on fasse des choses avec nos ami.es (quelqu'un m'armonne sa désapprobation). Non, je l'ai vécu, je peux vous le dire. Je ne sais pas. Ils sont limités dans leurs idées. Comme XX l'a dit, ils ont vécu ceci et cela mais ne veulent pas partager nos changements ou nos nouvelles idées. Ils manquent de « wa'ii ». Ils n'arrêtent pas de dire : « Nous n'avons pas fait cela à notre époque ». C'est du copier/coller. (Femme, 27 ans, Hajeb Laayoune)

Environnement politique, discrimination et régionalisme

Kairouan

Une des parties centrales de notre questionnaire portait sur la perception de soi et de ses pairs dans la région et vis-à-vis du reste du pays. Nous avons tenu à demander aux jeunes, par anticipation, s'ils et elles se mettent à la place des autres, ce que ces dernier·ères pensent d'elles ou eux en tant qu'individus, mais aussi de leurs pairs, c'est-à-dire les jeunes de Kairouan, Hajeb Laayoune, Chebika et Kabaria. Les autres étaient d'abord des jeunes du reste du gouvernorat, c'est-à-dire de Tunis et de Kairouan, puis des jeunes du reste du pays. Nous leur avons ensuite demandé d'écrire ce que certaines régions ou quartiers leur évoquaient en un mot, sans justification.

A Kairouan, les jeunes se considèrent perçu·es négativement à deux niveaux : au niveau du gouvernorat pour celles et ceux qui ne sont pas originaires de la ville de Kairouan, et au niveau national. A l'échelle nationale, les jeunes se sentent prisonnier·ères d'images stéréotypées que les étranger·ères pensent positives mais qui ne sont que des clichés, comme le maqroudh (célèbre pâtisserie kairouanaise) ou le kaffeji (plat tunisien qui a une déclinaison kairouanaise).

J'ai quitté Kairouan et j'ai étudié à l'université. Mes amis me voient comme « ka'ba Maqroudh » (un

morceau de pâtisserie) (Homme, 25 ans, Chebika)

A Tunis, à Sousse, ils nous voient comme des gens qui se déplacent à dos d'âne et qui portent des « mlehef » (morceau de tissu) et des « barnous » (manteau traditionnel) (Homme, 33 ans, Kairouan)

Le gouvernorat de Kairouan est terni par une image de « frustration sexuelle » . Les jeunes de Kairouan sont également visé·es par un cliché qui fait des hommes de Kairouan des harceleurs sexuels. D'une manière générale, ils et elles sont visé·es par les insultes que les régions côtières réservent à celles et ceux qui viennent des régions intérieures. Ces insultes sont là pour véhiculer l'idée que les habitant·es de Kairouan sont moins « évolué·es », « civilisé·es » que celles et ceux de la capitale et du Sahel.

Si nous regardons au niveau du pays, il y a cette idée que si vous êtes de Kairouan, vous êtes un harceleur sexuel. Karoui (quelqu'un de Kairouan) = harceleur. Même dans les groupes Facebook, (beaucoup de gens commencent à réagir, « Mêmes » dit quelqu'un). C'est une blague mais (quelqu'un souffle « ça fait mal »). Non, cela ne fait pas mal.

Si la personne généralise les Qrawa (Pluriel de Karoui) dans un fait ou deux, je peux vous donner vingt faits qui se sont passés dans le Sud ou à Médenine, et je vous dirai « Cette personne est un harceleur ». Cette chose (l'accusation de harcèlement) se produit encore et cause beaucoup de problèmes, et c'est dangereux. Si vous voulez faire du réseautage ou quelque chose comme ça. Avec tout le respect que je dois aux journalistes et aux médias, on a l'impression que cette histoire a été inventée de toutes pièces. Il y a eu une histoire d'un « agissement », « cas », une vieille femme violée dans sa maison à Kairouan, puis une autre une fille a été violée et assassinée à La Marsa, et l'accusé s'est avéré être Karoui. Donc dans les médias et les réseaux sociaux, ça a été travaillé et cuit. Les gens doivent travailler là-dessus et réparer cela parce que c'est un phénomène dangereux. (Homme, 25 ans, Hajeb Laayoune)

Je ne m'écarterai pas de l'opinion des autres. Si vous allez au Sahel ou au Nord, vous entendez: « jabri » (plouc) « makboutin » (frustré sexuel) « m'aqdin » («complexés») et « Depuis quand tu sais t'habiller ? ». Cela dépend des régions. A Kairouan ou dans mon quartier, avec d'autres jeunes, c'est plutôt : « Qu'est-ce que tu fais encore ici ? Va voyager et voir d'autres pays. » (Femme, 24 ans, Ville de Kairouan)

17 La Perception par la Jeunesse Tunisienne du Retour de l'Autoritarisme : Le Soutien à la Démocratie en Déclin

À Hajeb Laayoune en particulier, un « fait divers » qui a fait le buzz il y a quelques années leur a valu, selon les jeunes que nous avons interrogé·es, une « mauvaise réputation » dans le gouvernorat et dans le pays :

« Chabeb el qwaress... » (l'histoire des hommes qui sont morts parce qu'ils ont bu du parfum en pensant que cela les rendrait ivres), ils ont oublié tout ce qu'il y avait de bon à propos d'Hajeb et ont opté pour cette histoire. C'est le cas au niveau du gouvernorat et au niveau national. (Femme, 29 ans, Hajeb Laayoune)

Les participant·es ont souvent utilisé des comparaisons pour désamorcer ces clichés :

J'ai étudié à Tunis, il ne m'est jamais arrivé quoi que ce soit à Kairouan, mais à Tunis, j'ai été agressée, harcelée, etc. Comme XX l'a dit, la lumière est sur Kairouan alors que beaucoup de choses se sont passées à Tunis. Les policiers qui ont tué et violé une fille [à Tunis], personne n'en a parlé. (Femme, 30 ans, Hajeb Laayoune)

En montrant ce qui se passe ailleurs, ils et elles démontrent le caractère injustifié et injuste du cliché : quelle différence y a-t-il entre Tunis et Kairouan pour qu'un même fait divers soit dans un cas un simple fait divers, et dans l'autre, la preuve d'une vérité sur un territoire donné. Le rôle des médias est ensuite pointé du doigt, car ils renforceraient et ancreraient les croyances existantes.

Ces « clichés » et stéréotypes interagissent avec une logique plus générale d'altérisation des habitants des régions intérieures qui a été une caractéristique importante de la construction nationale de la Tunisie depuis l'Indépendance. Le fait que les habitant·es de Kairouan soient perçus comme « arriéré·es », « traditionnel·les », « jabri » et surtout « sexuellement frustrés » montre que le régionalisme qui a été historiquement promu par des personnes comme Bourguiba (qui parlait des habitant·es de certaines régions comme d'une « humanité à part »)³⁰ est toujours d'actualité : certain·es sont « modernes » tandis que d'autres sont « arriéré·es » et doivent être apprivoisé·es.³¹ Ces affirmations ont été historiquement utilisées pour marginaliser les populations de ces régions, en leur offrant moins de services publics car elles étaient considérées comme trop « arriérées » pour en mériter. C'est un élément clé de ce que Hibou a appelé la « construction asymétrique de l'État Tunisien ».³² Kairouan étant une région de l'intérieur avec une forte tradition urbaine se situe en quelque sorte à mi-chemin, ce qui explique les phénomènes de discrimination internes à la région dont les jeunes ont parlé.

Ces clichés ne se limitent pas aux régions côtières.

Kairouan elle-même est divisée. Cette division sépare celles et ceux qui vivent dans la capitale du gouvernorat, Kairouan, et celles et ceux qui vivent en dehors de la capitale. Elle se traduit dans le dialecte par l'utilisation du « qaf » dans la ville de Kairouan et du gué en dehors de la ville. Un participant de Hajeb Laayoune a donné une explication historique du phénomène :

A Kairouan, il y a la médina, ce sont les « habitant·es » originel·les qui se trouvent à l'intérieur des murs de la médina. Les familles sont là depuis des siècles. Une femme est passée à la radio pour dire qu'elle ne donnerait jamais sa fille (en mariage) à un homme hors des murs. C'est devenu un problème de « racisme ». C'est exactement ce qui est en train de se passer. Vous voyez, tous ces gens qui vivent en dehors de la médina de Kairouan font tout cela contre nous. Les vrai·es Beldi (ceux et celles qui vivent à l'intérieur des murs) ne se comporteraient pas ainsi. Ils et elles ne pensent même pas de cette façon. Vous savez qui fait cela ? Celles et ceux qui sont à l'extérieur des murs, bien que cela ne les concerne pas, car si nous remontons dans l'histoire, si nous regardons les arbres généalogiques, vous verrez que ceux qui ont ces opinions sont soit des Hammami, soit des Jlassi (tribus). Nous leur répondons par notre travail et nos manières. Le message est envoyé, il arrive et il continuera d'arriver. (Homme, 25 ans, Hajeb Laayoune)

Il est intéressant de noter que le jeune homme souligne la nature usurpatrice de celles et ceux qui discriminent celles et ceux qui vivent en dehors de la capitale du gouvernorat. Ils et elles ont eux-mêmes vécu à l'extérieur de la ville, mais se sont comporté·es d'une manière « plus royaliste que le roi » à l'égard de leurs ancien·nes pairs. Cette explication est intéressante car elle attribue une sorte d'innocence et de noblesse aux « vrais Beldi », qui n'auraient rien à voir avec de telles choses. D'autre part, il y a l'idée de répondre au stigmate par ses mérites, que nous avons régulièrement entendue de la part de personnes ayant subi des discriminations de la part des habitants de la capitale et du Sahel.

Une participante de Kairouan a raconté un épisode d'agression verbale de la part d'une camarade « Beldia » à l'université :

Comme je suis originaire d'Aalen (une région rurale), les habitants de Kairouan me considèrent comme « Jabreya men oura leblayek » (« Tu es une plouc qui vient d'un trou à rats »). Un incident m'est arrivé à l'université avec une fille de Kairouan. Nous discutons des cours lorsqu'elle m'a dit : « Pour qui tu te prends, enti jabreya men oura leblayek » (Femme, 26 ans, Kairouan).

Kabaria

Les médias sont souvent responsables de la création d'un discours stigmatisant à l'égard des jeunes. A Kabaria, les jeunes sont perçus négativement au niveau national et local. Les participant·es continuent d'être soumis·es à un discours national stigmatisant, façonné par les médias, qui crée des stéréotypes tout faits. Les participant·es sont convaincu·es que la stigmatisation associée à leur quartier affecte la façon dont les autres les perçoivent, façonnant ainsi l'image qu'ils et elles ont d'elles·eux-mêmes. Beaucoup accusent les médias d'exagérer les incidents et de stigmatiser davantage leur quartier – les histoires relatives à Kabaria et à ses environs concernent souvent la violence, la criminalité, voire le terrorisme.³³

La perception des jeunes par le public a considérablement changé en raison de l'attention défavorable des médias et de la sécurisation des jeunes chômeurs Tunisiens pendant des années. Ils et elles ne sont plus considérés comme des forces dynamiques à l'origine de changements positifs au sein de la communauté. Au contraire, ils et elles sont de plus en plus considéré·es comme une menace imminente pour la société. Par exemple, pendant la dictature de Ben Ali et après la révolution, l'élite dirigeante s'est appuyée sur la sécurisation des jeunes chômeurs pour élaborer des mécanismes punitifs qui les rendent « gouvernables et gérables ». ³⁴ Dans une moindre mesure, les jeunes ont également été considéré·es comme une population dynamique, tournée vers l'avenir, qu'il convient d'encourager et d'intégrer politiquement.³⁵ Alors que les problèmes d'inégalité régionale et de chômage persistaient, **les élites au pouvoir ont présenté les jeunes chômeurs et les manifestants de l'après-révolution comme une menace potentielle pour la sécurité nationale.** Ils ont créé un récit selon lequel les jeunes « indisciplinés » avaient un impact négatif sur un progrès économique par ailleurs stable. L'élite a souvent présenté un autre récit selon lequel les manifestations de rue de jeunes chômeurs, réclamant leur droit au travail, étaient facilement manipulées et détournées par des terroristes. En effet, l'ancien président tunisien Beji Caid Essebsi a indiqué dans l'un de ses discours : « Il n'est jamais possible d'imaginer la dignité sans garantir le droit au travail. Mais il y a eu des gens qui ont essayé de détourner cette manifestation et de répandre le terrorisme » ³⁶

Les élites au pouvoir ne se sont pas contentées de s'appuyer sur leurs discours pour sécuriser les jeunes chômeurs ; elles ont également eu recours à diverses techniques pour renforcer leur raisonnement axé sur la sécurité. Le recours à la détention arbitraire et le déploiement de l'armée sur les sites de protestation étaient des stratégies visant à renforcer la sécurité et à soutenir le cadre d'une attaque terroriste potentielle.³⁷

Ces mesures ont conduit à des confrontations violentes entre les manifestants et la police.

La sécurisation des jeunes chômeurs s'inscrit dans une longue histoire de marginalisation des jeunes Tunisiens et des quartiers populaires. Les médias ont encore renforcé ces perceptions négatives, d'où le sentiment amer d'injustice exprimé par de nombreux participant·es.

Ce qui me dérange, c'est la mauvaise réputation préconçue, même si rien de terrible ne m'est arrivé ici. Alors que mes ami·es de l'extérieur, eux et elles, sont en mode « pauvre fille! ». (Femme, 29 ans, Kabaria)

Lorsque vous dites à des personnes vivant à La Marsa, au Lac, que vous êtes originaire de Kabaria, elles prennent peur. On vous voit comme un criminel. (Homme, 28 ans, Kabaria)

Nous ne devrions pas être en colère, car cette image a été diffusée dans les médias pendant des années. Comme beaucoup de gens n'ont jamais visité Kabaria, il est normal d'avoir cette perception. (Homme, 18 ans, Kabaria)

Les établissements d'enseignement reflètent, reproduisent et renforcent souvent les normes discriminatoires de la société Tunisienne. Ces préjugés peuvent se manifester dans la manière dont les enseignant·es interagissent avec leurs élèves ou dans les interactions entre pairs. Les situations de harcèlement et les mauvaises relations entre élèves ou entre élèves et enseignant·es sont autant de causes qui peuvent avoir un impact substantiel sur les élèves et leur santé mentale. Cela peut apporter à un·e étudiant·e Tunisien·ne un sentiment d'« insécurité » et une « vision négative de l'établissement ». ³⁸

Dans mon université, les étudiants sont amicaux les uns avec les autres au début. Cependant, lorsque nous avons appris à mieux nous connaître, je leur ai dit que j'étais originaire de Kabaria, et leur attitude a changé. (Homme, 32 ans, Kabaria)

En Tunisie, le milieu scolaire semble favoriser les situations conduisant à l'humiliation. Les jeunes se perçoivent comme des victimes de traitements moralement inacceptables. Ils et elles décrivent leurs expériences en insistant sur des notions telles que la discrimination et l'humiliation, liées à diverses formes d'injustice sociale.³⁹

19 La Perception par la Jeunesse Tunisienne du Retour de l'Autoritarisme : Le Soutien à la Démocratie en Déclin

La plupart des gens ne connaissent pas Kabaria. L'une de mes professeures nous a renvoyés de la classe, mon frère et moi, parce que nous venions de Kabaria. Nous avons décidé d'obtenir d'excellentes notes à l'examen pour lui prouver qu'elle avait tort.
(Femme, 23 ans, Kabaria)

Dans le questionnaire, nous avons demandé aux participant-es de choisir parmi une liste de valeurs (nous avons listé toutes les valeurs qui nous avaient été citées lors de la précédente itération du projet), les trois valeurs qui leur semblaient les plus importantes aujourd'hui en Tunisie, et qui devraient dominer le paysage politique et social. Les résultats sont les suivants :

Valeurs et priorités politiques des jeunes

La prédominance des valeurs individuelles

Valeurs	Valeur 1	Valeur 2	Valeur 3	Nombre total de mentions
Conscience	11	4	4	19
Responsabilité	2	6	9	17
Justice	3	7	6	16
Respect	4	7	4	15
Patriotisme	10	2	3	15
Liberté	3	4	3	10
Reddition de comptes	0	3	4	7
Transparence	3	1	2	6
Egalité	2	1	2	5
Réconciliation	2	1	1	5
Solidarité	1	2	1	4
sécurité	0	1	0	1
Pas de réponse / imprécis	0	2	1	3
Éthique	0	0	1	1
Total	41	41	41	123

Les valeurs centrées sur l'individu dominant le classement. Deux éléments ressortent de ce classement: tout d'abord, la prédominance de la prise de conscience et de la responsabilité. Le terme « Wa'ii » ou « prise de conscience » est un sujet sur lequel nous nous sommes beaucoup interrogés par le passé, puisqu'il avait déjà dominé nos groupes de discussion en 2021. Bien que difficile à définir, il est au cœur du discours des participant·es. Comme ils et elles le décrivent, c'est un état de connaissance et de conscience du monde extérieur, de l'environnement immédiat, une manière d'être plus enraciné·e dans le monde. Les campagnes de nettoyage qui ont suivi spontanément l'élection de Saïed ont été appelées Halet Wa'ii (situation de prise de conscience), symbolisant un retour au wa'ii. On pourrait même aller jusqu'à rapprocher cette notion de celle de « wokeness ». Cependant, l'accusation de manquer de « wa'ii », visant à la fois les individus et la société en général, est trop récurrente en Tunisie, et trop liée à l'imaginaire colonial (indigènes manquant de civilisation, d'éducation, d'intelligence, etc.). Avec la notion de responsabilité, ces deux notions sont le plus souvent présentées d'un point de vue individualiste plutôt que collectif. La responsabilité et le wa'ii sont censés être incarnés par les individus, atomes crochus de la société. La responsabilité a également été évoquée pour demander une plus grande responsabilité politique des personnes au pouvoir. Mais nous avons surtout rencontré l'idée que si chaque personne était responsable, les choses iraient mieux.

D'une certaine manière, on peut voir dans la prédominance de ce cadrage individualiste de la prise de conscience et de la responsabilité, le frein mis à la sphère collective et politique, notamment depuis le coup d'État de Kais Saïed. Alors qu'en 2021, l'une des principales réponses entendues était le « respect », comme « avoir une vie politique plus respectueuse, moins violente », aujourd'hui, l'action collective et la communauté ne sont plus des lieux à investir de valeurs ; la recherche d'un terrain d'entente est fermée, et désormais chacun·e est responsable de sa part, et c'est de cette addition que viendra le salut. La sphère collective est trop peu fiable, trop floue, trop arbitraire pour être investie collectivement. D'ailleurs, ces deux notions sont immédiatement suivies de la notion de « justice », qui est une exigence souvent formulée par les individus à l'égard de l'État, comme le montrent Melliti et Moussa. On peut se risquer à dire que sans justice, ce repli sur la culture des valeurs individuelles perdurera.

On ne peut pas parler de respect sans la base, la base c'est quelqu'un qui est conscient (we'ii) de son entourage, de soi-même et de son environnement. (Femme, 24 ans, Ville de Kairouan)

Le wa'ii est la conscience de ce qui vous entoure, de ce qui se passe pour que la personne sache quoi faire. (Femme, 21 ans, Hajeb Laayoune)

Facilitateur: Qu'est-ce que l'absence de wa'ii pour vous ?

Le manque de respect, le désordre. Pour moi, le wa'ii est comme un brainstorming, vous l'obtenez, vous obtenez toutes les valeurs avec. (Femme, 21 ans, Hajeb Laayoune)

Lorsque vous êtes responsable, vous vous aidez vous-même et vous aidez les autres. C'est comme avoir une voix intérieure qui vous motive à bien faire les choses. (Femme, 23 ans, Chebika)

La responsabilité est un grand mot. Cela aiderait si vous étiez responsable dans votre travail, votre éducation, etc. (Femme, 21 ans, Hajeb Laayoune)

Il est nécessaire d'avoir une justice dans le pays, par exemple, les étudiants arrêtés pour une chanson (Homme, 21 ans, Chebika)

La justice est la valeur essentielle que nous devons appliquer. Comme l'a dit Ibn Khaldoun : (La justice est à la base de la civilisation/société) « العدل أساس العمران » pour construire un État moderne et civil, il faut une justice. (Homme, 26 ans, Chebika)

La deuxième chose qui nous a frappés est le fait que la notion de patriotisme (« amour de la nation » selon l'expression que nous avons utilisée dans le questionnaire) a été citée à plusieurs reprises, et presque systématiquement en première position. Sur les treize fois où cette valeur a été citée au total, dix d'entre elles l'ont été en première position. Elle joue un rôle clé, d'ancrage, pour les participant·es. Elle dénote l'hégémonie encore opérante de la nation comme entité sacrée devant balayer toutes les divisions. Cela dénote également d'une croyance encore forte dans le volontarisme : si le pays est vraiment aimé, alors il ira mieux, et s'il ne va pas bien, c'est parce que certaines personnes n'aiment pas le pays ou ne l'aiment pas assez.

Je n'ai pas mis le respect parce qu'il semble y avoir des valeurs plus essentielles que le respect et les bonnes manières. J'ai mis d'autres choses dont le pays a besoin, surtout dans le contexte international actuel. Le patriotisme passe avant tout. (Homme, 29 ans, ville de Kairouan)

Les gens doivent aimer leur pays pour pouvoir le changer. (Femme, 22 ans, Kabaria)

Si les gens parlent mal de la Tunisie, c'est à cause de nos responsables politiques. (Homme, 29 ans, Kabaria)

Évaluation de la vie politique

Passé

Plus d'une décennie s'est écoulée depuis la révolution Tunisienne. Essentiellement menée par des jeunes, la révolution n'a cependant pas réussi à engager les jeunes dans la politique formelle, que ce soit en votant ou en étant membre d'un parti politique. Alors que le pays traverse une phase de dé-transition, dirigée par quelqu'un qui prétend parler au nom des jeunes et qui a reçu de nombreux votes de la part des jeunes, il est intéressant d'examiner les relations des jeunes avec la politique d'aujourd'hui. Nous avons décidé de procéder de manière chronologique. Nous avons commencé par demander aux participant·es ce qu'ils et elles pensaient du régime de Ben Ali. Cette question a suscité deux attitudes significatives. Pour certain·es participant·es, l'ancien régime représentait une période de relative stabilité et de sécurité économique. En contraste avec ces points de vue, nous avons rencontré un autre groupe de participant·es qui ont partagé des témoignages poignants sur les abus du régime.

De plus en plus de jeunes Tunisien·nes perdent espoir que la transition démocratique soit en mesure de répondre à leurs exigences en matière de « travail, liberté et dignité »⁴⁰ et certain·es éprouvent de la nostalgie à l'égard du régime de Ben Ali. Un sentiment de nostalgie à l'égard de l'ancien régime se développe de plus en plus parmi les jeunes des deux générations. L'expression « Amn w Amen »⁴¹ (sécurité et sûreté) a été mentionnée à plusieurs reprises au cours des focus groups pour symboliser la vie sous Ben Ali, oubliant clairement les abus du régime passé et l'environnement répressif. Nombreux·ses sont celles et ceux qui ont également mentionné le coût peu élevé de la vie au cours de cette période. Sans surprise, leurs opinions sont influencées par la situation actuelle : les coûts inférieurs sont comparés à l'inflation brutale d'aujourd'hui, la disponibilité des biens est comparée aux pénuries endémiques d'aujourd'hui. En général, ce sont les prix plus bas et la stabilité générale qui ont été le plus regrettés.

Ben Ali amn w amen (sécurité et sûreté). D'accord, c'était oppressant, mais nous étions en sécurité. Vous faites vos courses et vous trouvez ce dont vous avez besoin. Je ne parle pas de politique, c'est un autre sujet. C'est leur affaire (elle parle des politiques). Mais au moins, quand on sortait, on n'avait pas peur. L'autre jour, je rentrais chez moi avec ma mère, deux types m'ont harcelé en

scooter. (Femme, 30 ans, Hajeb Laayoune)

Les prix des denrées alimentaires étaient plus abordables auparavant. Cependant, le niveau de vie a changé. Auparavant, nous avions des investissements et une coopération avec d'autres pays. Nous jouissions d'une stabilité sociale et l'économie était florissante. Nous étions encouragés à être productifs. Aujourd'hui, nous croulons sous les dettes. (Femme, 23 ans, Kabaria)

La nostalgie de Ben Ali est subtilement porteuse d'idéaux politiques. Plus particulièrement, certain·es ont évoqué une certaine conception de l'État, à la fois comme une entité respectée dans les cercles internationaux et comme une entité redoutée au niveau national (au sens où les gens avaient peur de commettre des crimes). Nous avons également rencontré une certaine nostalgie qui dépeignait Ben Ali comme quelqu'un qui se souciait des pauvres, qui n'opprimait que les riches et les puissant·es, une sorte de Robin des Bois qui veillait à ce que les « *zwewla* » (les pauvres) aient des conditions de vie correctes. Ces discours idéalisés sont bien sûr faux, mais il faut y prêter attention car ils véhiculent subtilement des valeurs souhaitées : Le prestige de l'État au niveau international, c'est-à-dire la reconnaissance internationale, la stabilité et la sécurité sociales, un·e dirigeant·e juste malgré un système injuste, etc.

Il réduisait les prix. Il a aidé et pris soin des communautés pauvres et n'a pas essayé de les opprimer. J'ai lu des choses sur lui dans les réseaux sociaux. (Homme, 19 ans, Kabaria)

Nous sommes moins en sécurité qu'avant. L'autorité du régime précédent était puissante. Les gens craignaient d'aller en prison, d'être punis, etc. Maintenant, ils s'en fichent. (Femme, 21 ans, Kabaria)

Je le respecte, Allah yarhmou. (Que Dieu bénisse son âme) C'était un dictateur mais seulement avec les plus forts. Avec 10 dinars, vous faisiez vos courses et il vous restait de la monnaie. Il avait du prestige auprès des autres nations, il était respecté, il prenait des initiatives avec d'autres pays, il allait à des sommets. Comment cela s'appelle-t-il ? Les relations diplomatiques. Il a apporté le métro. C'était le meilleur président. Mon préféré est Kais, mais Ben Ali est le meilleur.

Les Millennials expriment une plus grande compréhension du compromis autoritaire. Certain·es participant·es, principalement des Millennials, ont exprimé leur conscience de la manière dont le régime

22 La Perception par la Jeunesse Tunisienne du Retour de l'Autoritarisme : Le Soutien à la Démocratie en Déclin

précédent fonctionnait. Le contrôle de l'économie par l'État était utilisé pour renforcer le quiétisme politique. Il s'agissait d'un contrat quasi-tacite entre l'État et la société, en vertu duquel une stabilité économique relative était échangée contre la déférence politique.⁴² Les citoyen·nes laissent la politique aux politicien·nes, en échange, ils et elles ont des conditions de vie décentes.

D'autre part, certain·es participant·es se sont souvenu·es d'anecdotes concernant le régime autoritaire précédent, soulignant les années de mauvaise gouvernance et d'abus.

Nous entendons constamment ces idées : « Ben Ali nous a nourris » et « Ben Ali nous a protégés ». « Mais de nombreuses injustices ont été commises sous le régime de Ben Ali. Je pourrais en parler jusqu'à demain. (Homme, 33 ans, Kabaria)

Le régime de Ben Ali était terrible. Les « Trabelsia » contrôlaient l'économie. Il n'a pas atteint la justice sociale. On entend toujours les gens dire que la nourriture était moins chère (en mentionnant le prix d'un kilo de bananes à l'époque). N'oublions pas le discours oppressif de l'État qui maintenait les gens dans la passivité. Il n'y avait pas de justice. Les femmes voilées souffraient beaucoup et ne pouvaient pas aller étudier. (Homme, 18 ans, Kabaria)

L'image des régimes précédents dans la mémoire personnelle et collective des participant·es reste mitigée et ambiguë. Elle oblige les gens à s'aligner sur le récit officiel, une version qui leur est accessible. En Tunisie, le passé ne cesse d'être réinventé sur des bases nostalgiques. En 2016, une statue d'Habib Bourguiba a été réinstallée dans le centre de Tunis, sur l'avenue qu'il avait nommée en son honneur. Alors que les quelques monuments célébrant la révolution disparaissaient peu à peu, l'ancien dictateur a été ressuscité en tant que symbole politique post-révolutionnaire, au service d'un agenda politique restaurateur. Il s'agit là d'un autre exemple clair du déploiement politique de la mémoire collective par l'État.

Cette nostalgie ou « amnésie collective »⁴³ est favorisée par l'absence de réformes éducatives et la lenteur du processus de mémorialisation. Il est nécessaire de remettre en question « le monopole de la vérité dictatoriale par la myriade de vérités vécues par les personnes qui ont souffert de la dictature ».⁴⁴ En Tunisie, l'Instance Vérité et Dignité (IVD)⁴⁵ a innové en diffusant ses auditions publiques, en fournissant des informations sur l'histoire des violations des droits humains dans le pays et en accordant une reconnaissance bien nécessaire aux voix dissidentes. Toutefois, sa série de recommandations

étroites et axées sur la réforme de la préservation de la mémoire a mis en évidence les limites de sa capacité à susciter le changement.⁴⁶ Par exemple, les enseignant·es n'ont pas été inclus dès le début du processus de justice transitionnelle, alors qu'ils et elles auraient pu utiliser leurs compétences et leur capacité à innover et à trouver des méthodes d'enseignement créatives pour remplir ou compléter les manuels existants. Pourtant, ils et elles se heurtent à un obstacle car ils et elles sont toujours tenus d'enseigner en utilisant des manuels datant de l'ère autoritaire. Il est essentiel d'envisager la révision du programme scolaire, l'examen de l'histoire récente de la nation et l'amélioration des programmes civiques comme des mesures vitales pour introduire de nouveaux concepts et comportements liés à la citoyenneté démocratique.⁴⁷ Le secteur de l'éducation et de la culture a encore un rôle énorme à jouer pour aider la prochaine génération à accepter le passé abusif de la Tunisie.

Présent

Alors que nous continuons à comprendre l'engagement des jeunes dans la politique, nos questions sont également liées au contexte actuel. Nous voulions en particulier savoir si leur perception du coup de force du président Saïed avait évolué depuis 2021, en évaluant sa performance à ce jour, et en explorant leurs préoccupations dans la phase actuelle de turbulence politique. Nous avons spécifiquement conçu la question pour recueillir la perception des jeunes dans la nuit du 25 juillet 2021 et aujourd'hui.

Lors de la première itération du projet (2021-2022), les participant·es ont porté un intérêt particulier à Kais Saïed, dont le nom est revenu dans chaque groupe de discussion. Il était considéré comme distinct des autres personnalités politiques, offrant une perspective prometteuse pour lutter contre la corruption. Cependant, les participant·es de 2023 sont de plus en plus déçu·es par les performances du président.⁴⁸

Les participant·es ont considéré le coup d'État comme un nouveau départ. Pour revenir à la nuit du coup d'État, de nombreux·ses participant·es ont perçu le discours de Saïed et surtout sa décision de dissoudre le parlement comme un nouveau départ pour la majorité de la population tunisienne. Leur point de vue concorde avec ce que nous avons recueilli lors de nos focus groups de 2021 et, plus généralement, avec les sondages. La confiance dans l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) a été relativement faible, avec des taux de seulement 18% en février 2021, 19% en mai et 17% en juillet, comme l'a rapporté Sigma Conseil.⁴⁹ Au cours de la dernière décennie, les privilèges et l'immunité juridique dont bénéficient les membres de l'ARP ont suscité un sentiment antiparlementaire croissant. Le parlement s'est également transformé en un lieu de disputes et

23 La Perception par la Jeunesse Tunisienne du Retour de l'Autoritarisme : Le Soutien à la Démocratie en Déclin

d'agressions physiques entre les partis politiques.

J'étais heureuse ce soir-là, car le cirque qu'était le parlement était fermé. Ce n'était pas un parlement, c'était un zoo. Nous l'avons regardé d'une certaine façon, puis nous l'avons vu autrement. Ennahdha jouait avec le Parlement. La fermeture, le fait de les voir devant des portes closes, m'a rendu heureuse et je l'ai partagé sur Facebook. Parce que cette fermeture, les chômeurs l'ont vécue, ceux qui ont été privés de leur liberté l'ont vécue. Beaucoup de gens l'ont vécu. J'étais heureuse à ce moment-là.
(Femme, 32 ans, Hajeb Laayoune)

Il a fait ce que le peuple voulait qu'il fasse. Le parlement a tout fait sauf ce que les citoyen·nes voulaient que le parlement fasse. (Homme, 26 ans, Chebika)

Cependant, l'absence de changement fait perdre à Saïed sa popularité. Si la plupart des participant·es étaient satisfait·es de la fermeture du Parlement, la plupart d'entre eux et elles expriment aujourd'hui leur déception à l'égard de Saïed. Certain·es n'ont pas vu de changement, d'autres voient une reproduction pure et simple des mêmes schémas qu'ils et elles avaient condamné·es lors de la transition démocratique. D'autres encore considèrent que le manque de clarté est un problème. Peu à peu, la popularité de Kais Saïed a diminué parmi les jeunes qui ont joué un rôle crucial dans sa campagne de novembre 2019 et qui attendaient beaucoup de sa politique. De même, les participant·es ont exprimé des doutes quant à son approche incohérente et ont ouvertement critiqué la nouvelle Assemblée nationale, qui leur rappelait l'ancienne ARP. Il est intéressant de noter que seul·es quelques participant·es ont exprimé des inquiétudes quant à la répression constante de ses rivaux politiques, des journalistes et des activistes de la société civile par son régime. La crainte d'un retour des tendances autoritaires était minoritaire et était le fait d'éléments plus âgés et/ou plus politisés.

Je pensais qu'un processus de redevabilité se mettrait en place et que les choses changeraient. Nous avons touché le fond. Et maintenant, il s'en prend à la société civile qui l'a aidé (KS) pendant le Covid-19. (Femme, 24 ans, ville de Kairouan)

Si vous voulez cela, vous devez changer tout le système, si vous voulez Mouhasba (la reddition des comptes), vous avez besoin de justice, de lois. Que font-ils là-bas ? Ils se font de l'ombre. Dès que KS a pris le pouvoir, des clans se sont formés, le gang de sa femme et ceux contre sa femme et la sœur de sa femme. (Homme, 33 ans, ville de Kairouan)

J'ai changé d'avis (à propos de KS) parce que l'autre jour, j'ai regardé à la télévision la session parlementaire au cours de laquelle ils et elles rédigeaient leur règlement. C'était exactement le même cirque, ils et elles étaient absent·es, c'était la pagaille. C'est le même scénario qui se répète.
(Femme, 29 ans, Hajeb Laayoune)

L'État a utilisé de nombreuses méthodes oppressives après le 25 juillet. C'était comme une dictature soft. (Homme, 26 ans, Chebika)

Il y a une simulation qui nous arrive et que nous avons empruntée d'ailleurs. Pas à pas, nous répétons le scénario égyptien. KS peut dire « je ne suis pas un dictateur ou un oppresseur », mais c'est la direction que nous prenons. Bien sûr, c'est une version Tunisienne, donc ce n'est pas l'armée, mais c'est ce vers quoi nous nous dirigeons. Nous sommes comme des marionnettes, nous sommes en train de suivre cette vague sans même en avoir conscience dans tout. Les libertés, les droits... Nous avons l'habitude de nous moquer de pays comme l'Égypte parce qu'ils faisaient la queue pour tout, mais nous n'avons ni nourriture ni médicaments.
(Homme, 35 ans, Hajeb Laayoune)

En outre, nous constatons que la popularité et le manque de popularité sont immédiatement corrélés à la participation aux élections : quiconque croit encore en Saïed continue de voter, celles et ceux qui sont plus hésitant·es ont cessé de voter à un moment ou à un autre depuis le coup d'État.

Futur

Près de deux ans après le coup d'État de Saïed, sa stratégie pour sortir la Tunisie de l'impasse reste floue pour la plupart des participant·es. Comme beaucoup de jeunes Tunisiens·es, les participant·es attendent toujours les mêmes réformes sociales et économiques. Si la plupart d'entre elles et eux ont exprimé un manque de confiance en l'avenir, quelques participant·es restent optimistes et adoptent une position d'attente.

On ne peut pas réparer un pays en deux ans. On ne peut même pas construire une maison en deux ans, et encore moins un pays. (Homme, 27 ans, Kabaria)

Ce que Kais Saïed va faire n'est pas clair. Va-t-il organiser des élections anticipées ? Va-t-il remettre en cause le paysage politique actuel ? J'étais

heureux que l'Assemblée soit dissoute et j'espérais un transfert de pouvoir. (Homme, 18 ans, Kabaria)

Interrogé·es sur leur vision de la participation politique future, la plupart des participant·es se sont montré·es de plus en plus désabusé·es par rapport au système politique et apathiques à l'égard des partis politiques et des responsables politiques. Ils et elles se sentent aliéné·es dans l'espace politique et ne voient pas d'avenir pour elles·eux dans cet espace. Malgré l'essor sans précédent des partis politiques depuis la révolution (plus de deux cents partis ont été créés), les partis ont eu du mal à attirer et à retenir les gens, et encore moins les jeunes, dans leurs rangs. En 2019, les élections de Kais Saied ont ravivé l'intérêt des jeunes pour la politique, car il est apparu comme une figure au discours anti-establishment. Il s'opposait à la structure traditionnelle des partis et partageait la colère des jeunes à l'égard du système politique. Il a attiré divers groupes de jeunes et a présenté un discours qui correspondait à leurs besoins et à leurs demandes. Deux ans après son coup d'État, un fossé important s'est creusé entre les promesses faites lors de sa campagne présidentielle et la situation actuelle. Les jeunes se retirent de la sphère politique après une nouvelle déception avec Saied, qui a réussi à les rallier à lui, mais qui a peu à peu perdu leur soutien.

Comme beaucoup de jeunes frustrés, les participant·es se tiennent à l'écart de la politique institutionnelle et s'engagent de moins en moins dans les partis politiques.

Je ne vois pas de conditions favorables pour participer à la vie politique (Femme, 23 ans, Chebika)

Je ne me vois pas adhérer à un parti politique de sitôt (Homme, 36 ans, Chebika)

La vie politique en Tunisie a perdu sa chance car les gens n'ont plus confiance en la politique et les politicien·nes. (Homme, 29 ans, ville de Kairouan)

Participer à la vie politique ne dépend pas de l'existence d'un système démocratique ou d'un contexte multipartite. Il s'agit plutôt d'être porteur d'un projet. Les problèmes que nous avons rencontrés au cours des dix dernières années sont dus au fait que la plupart des acteurs politiques n'avaient pas de projet clair. (Homme, 32 ans, Kabaria)

Si vous voulez faire de la politique maintenant, ce ne sera pas efficace. Nous n'avons pas de démocratie. L'État n'est pas organisé. Le mode de fonctionnement de l'État ne fonctionne pas. Nous ne verrons pas de changements significatifs. (Homme, 18 ans, Kabaria)

Relier l'expérience quotidienne à la politique : attentes et évaluation des services de l'état

Transport

En ce qui concerne les transports, la situation est la même dans le temps et dans l'espace : elle est toujours mauvaise, et elle est aussi mauvaise dans les zones urbaines que dans les campagnes.

Les transports sont rares. La principale plainte dans le gouvernorat de Kairouan est la rareté des transports à l'intérieur de celui-ci. Bien que certaines distances soient peu importantes (Chebika et Kairouan, par exemple, ne sont séparées que de 16 kilomètres), le manque de transport complique la mobilité. Le quartier de Kabaria est desservi par le métro depuis 1985, ce qui, dans une ville qui croît beaucoup plus vite que son réseau de transports en commun, est une forme de privilège. Pourtant, comme à Kairouan, la pénurie est le maître mot. Nos enregistrements mêmes confirment cette rareté. La salle du focus group faisant face à la station de métro, nous entendons clairement l'arrivée du métro. Et pourtant, le métro ne vient que trop rarement. Nous l'avons entendu quatre fois en deux heures le samedi (soit une fois par heure dans chaque sens), et seulement deux fois en deux heures le dimanche. De plus, le métro est un lieu d'insécurité : une participante nous a parlé de harcèlement et de vol à l'intérieur du métro.

La rareté des transports n'est pas sans conséquences sur la vie des gens. A Kabaria, une jeune fille explique qu'elle a cessé de se rendre à l'université où elle étudie en raison du manque de moyens de transport. Le trajet lui prend trois heures. Au total, elle passe six heures par jour dans les transports. Un autre, toujours à Kabaria, a perdu son emploi parce qu'il arrivait en retard au travail à cause du métro. La disparition progressive des transports publics a un impact important sur la vie des jeunes, constituant un obstacle majeur à l'éducation et au travail. Ceci est d'autant plus remarquable que les distances à parcourir sont apparemment négligeables (12 kilomètres séparent Kabaria de l'université en question par exemple).

Le règne de la débrouille. Les difficultés de déplacement font que les jeunes, qu'ils et elles soient à Kairouan ou

25 La Perception par la Jeunesse Tunisienne du Retour de l'Autoritarisme : Le Soutien à la Démocratie en Déclin

à Kabaria, doivent se débrouiller comme ils peuvent. La plupart d'entre elles·eux sortent des heures à l'avance pour être à l'heure.

Si vous avez un rendez-vous à 10 heures à Kairouan, vous devez être à la station de bus à 6 heures. (Homme, 36 ans, Chebika)

Une jeune enseignante de Kairouan, rencontrée en 2021, continue de faire du stop pour se rendre dans le village reculé où elle enseigne. Cependant, elle bénéficie désormais d'un « louage » (sorte de camionnette) qui transporte les enseignants, mais elle se plaint que cela donne trop d'autorité au chauffeur.

Je vous dirai la même chose qu'il y a deux ans. Je fais toujours de l'auto-stop. Maintenant, nous avons « un louage » qui emmène les enseignant·es dans les deux sens. Le chauffeur a plus d'autorité sur moi que mon père. Je dois avoir au moins une heure et demie d'avance pour arriver à l'heure. (Femme, 24 ans, Kairouan)

La solution est donc limitée et corporative, puisqu'elle concerne les enseignant·es. En effet, elle nous dit elle-même que lorsqu'elle fait de l'auto-stop avec son tablier blanc d'institutrice, les automobilistes s'arrêtent et lui demandent si elle est médecin ou institutrice, et que c'est sur cette base qu'ils et elles la déposent à Kairouan.

Discrimination et culpabilité s'affrontent. Face à la rareté des transports, les jeunes de Kabaria sont parfois victimes de discriminations. Une personne se plaint que les taxis refusent parfois de faire la course jusqu'à Kabaria (parce que c'est trop dangereux), alors que d'autres ne sont pas d'accord et disent que les chauffeurs de taxi comprennent, car ils sont trop souvent issus des quartiers populaires. Ce discours sur le poids des discriminations se double d'un discours sur la culpabilité. Les problèmes sont retournés contre « les siens », ceux du quartier. Un jeune homme, par exemple, dit que c'est aussi la faute des habitants :

Le métro n'a de place que pour 10 personnes et il y en a 1 000 qui essaient de monter. (Homme, 27 ans, Kabaria)

Cette remarque est accueillie par des protestations, les autres participant·es répondant que les gens doivent se rendre à l'école ou au travail. Puis la même personne dira :

Nous avons besoin de tickets. Même la conscience citoyenne (wa'ii) est à blâmer, nous ne sommes pas des anges, nous rendons aussi un mauvais service à l'Etat. (Homme, 27 ans, Kabaria)

Cette idée de faute (dans ce cas, ne pas payer son ticket) est reprise par d'autres jeunes de Kabaria, qui expliquent

que les enfants et les adolescent·es caillassent les métros à leur passage. Évoquant la responsabilité des parents, ils et elles expliquent qu'il est normal, si les parents se plaignent constamment du métro, que leurs enfants aillent le caillasser. Ces explications sont là pour rationaliser l'absence d'un service difficile à expliquer et pour lequel personne n'a vraiment de solution.

Santé

Les raisons de la détérioration des services de santé font l'objet d'un consensus. En ce qui concerne les services de santé, le constat est partout identique : la dégradation des services est évidente, que ce soit dans la capitale, qui concentre le plus grand nombre d'hôpitaux publics et universitaires du pays, ou dans les provinces. Toutefois, d'après les témoignages, la situation semble beaucoup plus critique dans la région de Kairouan. Lors des focus groups, un consensus général s'est dégagé pour dire que le problème ne réside pas tant dans le personnel médical, qui pour la plupart est excellent et fait de son mieux, mais plutôt dans les infrastructures : manque d'hygiène, absence de machines, manque d'entretien, etc.

Pour la majorité des participant·es, ce problème d'infrastructure est à l'origine de l'exode massif des médecins Tunisiens vers les pays Européens.

Par ailleurs, plusieurs participant·es ont évoqué les dons médicaux reçus par l'Etat lors de la pandémie de COVID-19, notant qu'ils étaient soit bloqués à la douane, soit non utilisés. Cela témoigne d'un manque de confiance envers l'Etat : les dons sont cachés et monopolisés, et l'Etat n'est pas là pour servir les intérêts de tou·tes.

Certain·es participant·es aux focus groups ont eu des expériences très tragiques avec les services de santé publique, leur évaluation est donc d'autant plus négative qu'ils et elles ont dû immédiatement supporter le coût du manque d'équipement, de la médiocrité des infrastructures et de l'insuffisance de la couverture de la sécurité sociale.

Un membre de ma famille est tombé malade pendant la pandémie. On lui a prescrit une injection de 22 000 dinars tous les quatre mois. Sa famille a du mal à payer cette somme. (Femme, 22 ans, Kabaria)

D'après mon expérience personnelle, j'ai perdu ma mère et nous sommes passés par tout le processus. Le jour de sa mort, nous l'avons emmenée aux urgences. L'état de l'hôpital était catastrophique. Il manquait des médicaments et du matériel. Même les toilettes étaient sales. Le secteur de la santé à Kairouan est une épave. Nous recevons des fonds

26 La Perception par la Jeunesse Tunisienne du Retour de l'Autoritarisme : Le Soutien à la Démocratie en Déclin

de l'Arabie Saoudite et du matériel neuf pendant le COVID-19 qui est caché quelque part. (Femme, 24 ans, Kairouan)

Le secteur de la santé manque de tant de choses. Nous avons besoin d'équipements. Une fois, j'ai vu un accident et j'ai appelé l'hôpital régional pour qu'il prenne en charge le blessé. Mais il n'y avait pas d'ambulance disponible. J'ai donc dû appeler quelqu'un que je connaissais pour qu'il l'emmène à l'hôpital. (Homme, 25 ans, Chebika)

Mon père était malade et devait être transporté à Kairouan. Pour cela, il avait besoin d'une machine à oxygène. L'hôpital ne voulait pas fournir l'appareil. J'ai dû m'introduire dans une ambulance et en voler une. Ensuite, je l'ai rendue après qu'ils aient appelé la police. (Homme, 36 ans, Chebika)

En l'absence d'équipement, comme dans le cas des transports, la débrouillardise fait office de pansement.

Cependant, comme le montre la deuxième anecdote de Chebika, elle nécessite une action spectaculaire : Face à la possibilité de perdre un·e proche par manque d'équipement ou de soins, l'individu doit recourir à l'illégalité pour sauver le·la malade. Cette anecdote donne un aperçu de la détresse et de l'impuissance créées par le manque d'équipement dans les hôpitaux publics, ou encore, le manque de moyens face à la nécessité d'acheter des médicaments coûteux. Il est surprenant qu'aucune mention n'ait été faite du secteur privé.

Aucune comparaison ou dénonciation n'a été faite de ce secteur. Le sentiment d'injustice est là, mais il ne s'accroche pas à un objet de comparaison. La seule comparaison faite est celle d'une participante qui a comparé l'état des hôpitaux aux séries télévisées médicales qu'elle regardait.

Les médecins sont en difficulté. Vous trouvez un·e médecin dans l'unité d'urgence. Le secteur manque de matériel. Il est sale. Je regarde l'émission télévisée « The Doctor » et je vois la différence (Homme, 24 ans, Kabaria)

La comparaison lui permet de dire que l'état des hôpitaux publics qu'elle fréquente est « anormal », mais elle ne débouche pas sur une dénonciation de l'injustice. En fait, l'injustice médicale - le fait que certaines personnes soient mieux soignées que d'autres - semble avoir été normalisée.

Enfin, et c'est un cas particulier, les jeunes de Hajeb Laayoune, que nous avons déjà rencontrés en 2021, ont tous reconnu une amélioration de l'hôpital de la ville. En effet, le service des urgences a été rénové entre 2021 et 2023. Or, l'un des participants a noté que cette rénovation

était le fruit de l'aide au développement Allemande.

L'Etat fuit ses responsabilités. Il s'appuie sur les ONG (Organisations Non Gouvernementales), sur les organisations internationales, je vois aujourd'hui des choses faites par la GIZ qui, il y a 30 ans, auraient été du ressort de l'Etat. L'attitude de l'Etat, c'est « Donnez-le à la GIZ », « Donnez-le au Corps ». (Homme, 35 ans, Hajeb Laayoune)

C'est la seule fois que l'abandon progressif des services publics par l'Etat est mentionné. Ici, il est évoqué comme un manquement à une norme antérieure, et ce n'est pas un hasard si la personne qui émet cette critique est parmi les plus âgées : elle a connu une autre norme, avec laquelle elle peut comparer et dire l'anormalité de la situation actuelle.

Éducation

Lorsque la discussion a porté sur le système éducatif, les avis ont semblé moins catégoriques que sur les transports et la santé. Ceci peut s'expliquer par le fait que certain·es participant·es, surtout dans la région de Kairouan, sont des enseignant·es. En effet, les avis varient selon les positions, tout en restant assez précis. Par exemple, à plus d'une reprise, les débats dans la région de Kairouan se sont orientés vers une évaluation d'une politique publique introduite en 2018 par le ministre de l'éducation de l'époque, Néji Jalloul : cette politique a créé une branche de pédagogie spécialisée dont les diplômé·es sont automatiquement embauchés pour enseigner dans les écoles (sans toutefois être payé·es régulièrement ou même être régularisé·es, c'est-à-dire signer un contrat permanent).⁵⁰ Certain·es participant·es ont été diplômé·es de ce programme et en sont fier·es : Il fait d'elles·eux des spécialistes de la pédagogie, ce qui, à leurs yeux, les rend plus compétent·es que les enseignant·es plus ancien·es, qui n'ont pas de notion modernisée de la pédagogie. Cette compétence est reconnue par leurs pairs, qui accordent du crédit à cette conception modernisée de la pédagogie, présentée comme plus précieuse que le savoir lui-même.

La priorité accordée à la pédagogie plutôt qu'au savoir est considérée comme un potentiel radical par rapport aux anciennes pratiques éducatives.

Lorsque vous travaillez comme enseignant·e, vous vous occupez de votre vie personnelle ou professionnelle. Pas les deux. J'enseigne dans la même classe depuis trois ans (3ème année de français et d'anglais). J'ai décidé de changer le manuel de lecture. J'ai pris les idées essentielles

27 La Perception par la Jeunesse Tunisienne du Retour de l'Autoritarisme : Le Soutien à la Démocratie en Déclin

et j'ai créé une bande dessinée. La nouvelle génération d'enseignant-es enseigne avec des outils innovants. Nous prenons en compte la psychologie de l'enfant. J'ai cinq élèves autistes parmi 35 autres élèves. L'éducation s'améliore. (Femme, 24 ans, ville de Kairouan)

Pourtant, bien qu'étant une ressource valorisée et reconnue par les pairs, cette formation ne protège pas de la précarité : bas salaires payés irrégulièrement, pas de remboursement de frais, les réclamations matérielles ne manquent pas.

C'est la même chose ! J'ai une carte de client (ce qui signifie ici, une dette) dans la librairie où j'achète de la papeterie, etc. La préparation didactique et éducative coûte cher. Je consacre la majeure partie de mon argent à mon travail. Je n'ai plus rien à la fin du mois (Femme, 24 ans, Ville de Kairouan)

Et pourtant, aux yeux d'un chômeur, cette même filière devient un symbole d'injustice : Comment accepter que l'Etat embauche automatiquement des diplômés d'une filière donnée alors que tant d'autres passent des décennies au chômage et dans l'indifférence de l'Etat ?

La branche de Neji Jalloul... Que signifie le fait que quelqu'un passe 20 ans au chômage et que quelqu'un étudie pendant trois ans et trouve un emploi ? Hram (C'est injuste) (Femme, 32 ans, Hajeb Laayoune)

Alors qu'à Kairouan, le système éducatif est perçu de manière nuancée, à Kabaria, il est plutôt critiqué. Les programmes y sont plus critiqués : ils sont anciens et n'ont pas été mis à jour depuis longtemps, si bien que certains retrouvent les mêmes exercices dans les cahiers de leurs neveux et nièces. De plus, l'environnement éducatif est souvent le lieu où l'on découvre l'injustice :

Dans mon université, les étudiants sont amicaux les uns avec les autres au début. Cependant, lorsque nous avons appris à mieux nous connaître, je leur ai dit que j'étais originaire de Kabaria, et leur attitude a changé. (Homme, 32 ans, Kabaria)

Ma petite nièce est allée passer un examen. Celles et ceux qui étudient avec le professeur en cours privés, avaient déjà fait le devoir, tandis que celles et ceux qui n'ont pas étudié avec lui, ont fait un devoir qui n'avait aucun rapport avec ce qu'ils et elles ont étudié avec ce type. Mais que peut-on faire à cet âge ? On ne peut pas se plaindre d'un professeur à cet âge ? (Homme, 24 ans, Kabaria)

Police

Une relation ambivalente, entre violence symbolique et reconnaissance. La police est peut-être l'institution dont la relation avec les habitants de Kabaria est la plus ambivalente. D'une part, les jeunes avec lesquels nous sommes entretenus savent que la police est là pour établir des frontières spatiales claires entre les quartiers populaires et les quartiers aisés. Par exemple, certains des jeunes hommes avec lesquels nous sommes entretenus nous ont raconté leur expérience des contrôles de police qu'ils subissent dans les quartiers aisés.

Après la révolution, El Menzah est devenue plus mixte grâce à des quartiers populaires comme Omrane, Jbal Lahmar, etc. Un quartier se trouve derrière l'hôpital régional de l'Ariana, où les habitants se rendent à Nasr pour voler les gens. J'y suis allé et j'ai été arrêté par la police. Ils ont passé trois heures à enquêter avec moi, pensant que je pourrais voler quelqu'un. (Homme, 29 ans, Kabaria)

24H : Nous volons des téléphones, mais ils volent des millions.

Facilitateur : Pourquoi vous êtes-vous retrouvé au poste de police ?

29H : Il est très fréquent que l'on nous demande ce que nous faisons dans de tels endroits.

20F : Nous considérons cela comme une chose normale.

24H : Nous sommes habitués.

Mais cette conscience des frontières de classe entretenues par la police n'empêche pas l'émergence d'un sentiment de solidarité à son égard. La même personne, qui a dû passer trois heures au commissariat et dont le seul crime est d'être dans un quartier aisé, dira plus tard :

J'ai vu beaucoup d'injustices de la part des flics, mais je suis contre la violence à leur égard. Tout le monde a un flic dans sa famille, mon frère est flic (Homme, 29 ans, Kabaria).

L'identité de classe et la respectabilité sont plus importantes que la politique. Cette réponse nous a été donnée après que nous ayons montré [une image](#) d'une

jeune manifestante jetant de la peinture sur des policiers Tunisiens et que nous ayons demandé l'avis des jeunes sur cette image. Elle a été prise en janvier 2021 sur l'avenue Habib Bourguiba. L'image a été largement diffusée, provoquant l'indignation face à ce qui a été perçu comme une atteinte à la dignité des policiers et un manque de respect évident des manifestant.es à l'égard de l'institution policière. Il semble que les jeunes de Kabaria, bien que directement visé·es par l'arbitraire policier, ne se reconnaissent pas dans les jeunes de la classe moyenne de la capitale qui luttent contre la violence policière. Cela nous ramène à notre constat initial : les jeunes ne forment pas un groupe cohérent : les divisions géographiques et de classe (qui vont souvent de pair) se traduisent par des discours de distinction basés sur la respectabilité des jeunes. Ainsi, face à cette image, le jeune homme, tout en reconnaissant avoir subi beaucoup d'injustices de la part des policiers, s'oppose à la violence (que l'on peut considérer comme essentiellement symbolique) exercée à leur encontre. La jeune fille est perçue comme manquant de respect envers la police. Il est intéressant de noter qu'il poursuit en disant que son frère est policier et que tout le monde dans le quartier a un membre de sa famille dans la police. Ainsi, face à l'image d'une jeune femme de la classe moyenne s'opposant à la police, il s'identifie à la police sur la base d'une proximité sociale et familiale. On pourrait ici avancer qu'à travers la notion de respect de l'institution et de refus de la violence, c'est en fait la classe qui prend le dessus : l'origine sociale partagée avec les policiers et la capacité à s'identifier à eux l'emportent sur une hypothétique lutte commune contre les violences policières. Mais outre l'importance de la classe, cela montre aussi que la respectabilité dans la sphère publique, dans la manière de formuler des revendications politiques, compte pour les jeunes. Cela confirme une conclusion que nous avons déjà formulée en 2021, à savoir que les jeunes rejettent d'autres jeunes en dénonçant leur façon de demander des choses à l'État, et pas seulement en raison d'une distinction de classe ou de valeurs.

Nous avons choisi de montrer cette image en même temps qu'une [photo](#) d'un homme d'une cinquantaine d'années tenant une pancarte protestant contre la vaccination obligatoire contre le Covid-19. Nous avons délibérément choisi ces deux images. La deuxième photo montre un manifestant pacifique qui proteste contre une réglementation sanitaire protégeant la population. Cependant, l'objet de sa protestation ne sera remarqué par personne. Que ce soit à Kairouan ou à Kabaria, l'image a été lue comme une représentation d'une manière « civilisée », pacifique et juste de revendiquer ses droits. Personne n'a soulevé le fait que le vieil homme protestait contre quelque chose qui nuisait au bien-être collectif. En outre, la respectabilité a été évoquée par les jeunes lorsqu'ils et elles ont parlé de leurs propres manifestations.

Trajectoires et mobilité des jeunes : comment les jeunes conçoivent leur avenir

Avenir professionnel

La fonction publique n'attire plus. En ce qui concerne leur avenir professionnel, il y a une friction évidente entre celles et ceux qui sont au chômage depuis longtemps et qui attendent un emploi de l'Etat, et d'autres qui expriment leur mépris pour cette attente. A Hajeb Laayoune, par exemple, cela a donné lieu à une dispute entre deux chômeur·ses : D'un côté, une jeune femme de 32 ans, au chômage depuis six ans, qui vient de reprendre ses études dans l'espoir de trouver un emploi, pense qu'une fois qu'on a étudié, l'Etat a le devoir de nous trouver un travail. En face d'elle, un jeune homme de 25 ans qui vient de terminer ses études, est au chômage, mais travaille en tant que freelance, il pense que dans la situation économique actuelle, attendre l'Etat est absurde, et qu'il faut plutôt « compter sur soi-même », avec l'idée qu'avec l'ère numérique, et le freelancing, rien n'est impossible. Dans cet échange particulier, le fossé entre les générations semble être un facteur important. D'un côté, quelqu'un qui a grandi à une époque où les demandes des diplômés chômeurs faisaient l'objet d'une certaine sollicitude, et de l'autre, quelqu'un qui a grandi à une époque où le discours sur l'entrepreneuriat individuel est devenu désirable. Nous avons remarqué, par exemple, qu'en dehors des personnes qui ont entrepris la licence de pédagogie (qui donne théoriquement accès à un emploi d'enseignant·e dès l'obtention du diplôme), seules les personnes de la génération Y ont tenté de postuler à des emplois dans la fonction publique par le biais de « concours ». Parmi la génération Z, l'attrait pour la fonction publique est assez rare, seuls celles et ceux qui étudient pour devenir fonctionnaires (par exemple, celles et ceux qui étudient le droit pour devenir huissiers et notaires) attendent et espèrent être employé·es par l'État. Le reste de la génération Z demande des choses telles qu'une amélioration générale du marché du travail (sans que cela signifie pour elles·eux l'attente d'être employé·es par l'État), ou de meilleures conditions, à la fois infrastructurelles et financières, pour encourager les projets d'entrepreneuriat.

L'entrepreneuriat, quant à lui, est considéré comme souhaitable. Toutefois, de nombreux·ses participant·es, des deux générations, ont mentionné les obstacles administratifs qui attendent ceux et celles qui veulent

créer une entreprise. D'une part, l'État est perçu comme un obstacle, en raison de la lourdeur de son administration. D'autre part, en raison de la rigidité de ses politiques monétaires, qui ne permettent pas d'avoir un compte PayPal, par exemple.

Migration

Le désir de partir n'est plus remis en cause. En comparaison avec nos recherches d'il y a deux ans, notre premier constat a été la disparition quasi-totale des discours qui remettaient en cause le désir de migrer, arguant de la nécessité de rester dans le pays pour le développer. Si tout le monde ne souhaite pas émigrer, celles et ceux qui le font ne sont plus culpabilisé·es. La disparition de ce discours n'est pas un hasard : beaucoup plus que par le passé, l'horizon économique semble bouché et le pays semble naviguer à vue. L'inflation a érodé le pouvoir d'achat de la majorité de la population, dont le niveau de vie diminue. L'horizon de développement du pays, qui était perçu comme pouvant encore progresser il y a deux ans, semble aujourd'hui complètement bloqué. Ce changement de discours coïncide avec le changement de profil des migrant·es Tunisien·es illégalisé·es par les lois européennes ces dernières années : ce ne sont plus des jeunes hommes qui migrent, mais des jeunes femmes, des enfants et des familles entières de la classe moyenne, prêt·es à vendre leurs biens pour quitter le pays.

La migration de masse est palpable. Un autre fait remarquable est que certaines personnes parlent du vide créé par la généralisation de la migration. Par exemple, un jeune homme de Kabaria qui fréquente le sud du pays parle de régions vidées de leurs jeunes, ce qui coïncide avec les statistiques sur les départs irréguliers dans ces régions. Un autre cas, celui d'une institutrice d'un village près de Kairouan, décrit le départ de la moitié de ses élèves (elle enseigne au niveau primaire). Beaucoup sont mort·es, les autres sont enfermés·es dans les centres de rétention italiens. Voir des quartiers, des villes et même des salles de classe vides donne une réalité à la migration qui n'est que trop rarement évoquée. Cette violence de la migration illégalisée est silencieuse pour celles et ceux qui restent. Le sentiment de vide et la familiarité impuissante avec la mort de jeunes enfants est un aspect négligé de la conversation sur la migration.

Le cas de cette enseignante est l'un des plus frappants. Il y a deux ans, lorsque nous l'avons rencontrée, elle était déterminée à rester, poussée par sa vocation. Aujourd'hui, alors que sa situation a été régularisée (elle a signé un contrat à durée indéterminée) et qu'elle bénéficie de la stabilité offerte aux fonctionnaires, elle souhaite quitter le pays pour les pays du Golfe. Elle n'est pas particulièrement enthousiaste à l'idée de partir, mais cela lui semble une

évidence compte tenu des difficultés qu'elle rencontre, notamment sur le plan financier : tout en vivant chez ses parents, elle n'est toujours pas en mesure de subvenir à ses besoins avec son salaire.

On vient de me dire « Mabrouk régularisation ». J'ai été régularisé pour pouvoir quitter le pays, tout simplement. Je vais enseigner dans le Golfe, ça craint, et ça me brise le cœur, soit ça, soit je choisis d'enseigner et de me taire ici. Et je vous le dis, la moitié de mes élèves ont émigré clandestinement, il y a celles et ceux que la mer a engloutis (mort-es) et celles et ceux qui sont au centro. (Femme, 24 ans, Kairouan)

Il est intéressant de noter qu'une personne de Kabaria a rejeté l'idée de vivre à l'étranger sur la base de ce qu'elle voit dans sa propre famille :

La Tunisie est mon pays et j'ai le droit d'y rester. Quelles que soient les conditions, je me sens profondément liée à ce pays. Je ne pense pas que ce sera le paradis là-bas. Je n'aime pas vivre ou élever mes enfants à l'étranger. La plupart des membres de ma famille vivent en dehors de la Tunisie. Ils ont une crise d'identité, ce qui est difficile. Ici, l'éducation est gratuite, ce qui est un énorme avantage. J'allais étudier en Jordanie dans une école américaine. Les prix sont trop élevés. (Femme, 23 ans, Kabaria)

Comme la plupart des Tunisien·nes, des membres de sa famille ont émigré. Mais leur expérience est plus dissuasive que souhaitable. C'est suffisamment rare pour être souligné. Elle se targue d'avoir une vision non fantasmée de la vie à l'étranger.

Déménagement

L'une des questions posées par notre approche prenant en considération l'écologie politique de chacun·e est de savoir si les personnes souhaitent se détacher de leur environnement immédiat en déménageant, et si oui, quelle destination en Tunisie serait la plus susceptible de satisfaire leur désir de changement. C'est pourquoi nous avons demandé aux participant·es où ils et elles déménageraient s'ils et elles en avaient la possibilité, indépendamment de leurs moyens.

À Kabaria, c'est le désir d'échapper à la vie urbaine de la capitale qui prédomine. La majorité souhaite s'installer dans des villes de province plus calmes (Djerba, Bizerte, Nabeul, Kef), voire dans des villages (Ain Soltane) qu'ils et elles ont visités lors de leurs vacances. Seules deux

personnes ont mentionné un déménagement dans une autre partie de la ville, l'une au centre-ville et l'autre à Mourouj (un quartier de classe moyenne situé à proximité).

Dans le gouvernorat de Kairouan, de nombreuses personnes ne souhaitent pas déménager. Pour la minorité qui souhaite déménager, les villes moyennes de la côte sont citées (Monastir, Mahdia). Tunis et Sousse ne sont pas particulièrement attractives et ne sont citées que par celles et ceux qui ont un intérêt professionnel à s'installer dans ces villes : carrière artistique, société civile. Enfin, il est important de mentionner que de nombreuses personnes conditionnent leur déménagement à la possibilité d'emmener des membres de leur famille, notamment à Hajeb Laayoune.

Le désir de changer d'environnement en déménageant n'est pas aussi récurrent que nous avions prévu. Il est d'ailleurs rarement exprimé en termes de déménagement vers des villes ou des quartiers mieux dotés. Les jeunes interrogés préfèrent s'installer à l'étranger plutôt qu'en Tunisie. A cet égard, on peut dire qu'ils et elles sont à la fois attachés à leur environnement immédiat et à leurs réseaux de solidarité (famille, quartier, ville), au point de ne pas vouloir se déplacer à l'intérieur de la Tunisie pour profiter de meilleures opportunités, et profondément désenchantés par ce que leur environnement et le pays en général peuvent potentiellement leur offrir : Les opportunités se trouvent à l'étranger, pas ailleurs dans le pays. Si l'on revient à notre cadre d'écologie politique, ces résultats montrent que l'attachement à son territoire, à son écologie est tel que malgré ses manques, ses déficiences, il est préféré au déplacement stratégique individuel dans des villes ou des quartiers plus aisés. Cependant, la volonté de partir à l'étranger, qui est beaucoup plus répandue, montre que les stratégies individuelles sont tout de même présentes, mais à des échelles plus larges : si l'on veut trouver des opportunités, on visera les pays riches, et non les villes riches d'un pays pauvre.

Conclusions

Nous pensons qu'il est crucial de toujours reconnaître l'importance de documenter directement les perspectives de la jeunesse Tunisienne. Ils et elles constituent un vaste groupe démographique aux caractéristiques diverses, y compris des différences nuancées dans la géographie, le milieu social, le statut économique, les croyances culturelles et les points de vue politiques.

- **La popularité de Saied parmi les jeunes :** Comme les jeunes ont été au premier plan de la campagne de Saied, nous pensons qu'il est important d'approfondir

l'évolution de leur perception de sa politique et de sa personnalité. Alors que les politiques parlementaires ont été rejetées pendant la transition démocratique et que sa fermeture unilatérale du parlement a été bien accueillie, la situation actuelle, dans son manque de clarté, altère de plus en plus son niveau de popularité parmi les jeunes. Cependant, sa popularité ne diminue pas à cause de l'autoritarisme, mais plutôt à cause du manque de résultats ressenti par la plupart des jeunes. Cela montre que la démocratie n'est pas vraiment appréciée en soi. Face aux difficultés économiques et au manque d'espoir, la démocratie n'a aucune chance si elle n'a que des institutions politiques démocratiques à offrir. De même, un régime autoritaire n'ayant rien d'autre à offrir que des institutions politiques ne sera pas populaire mais plus facile à maintenir.

- **Nostalgie chez les jeunes :** Les participants ont nourri de grands espoirs après l'élection de Kais Saied, notamment en ce qui concerne les opportunités d'emploi, la lutte contre la corruption et l'amélioration des services publics tels que les soins de santé et les transports. Cependant, ils et elles ont été découragés par l'incapacité de l'État à assurer la stabilité économique, la sécurité et la sûreté, conduisant à la réminiscence du régime de Ben Ali comme une ère de stabilité et de prospérité. Seuls les millennials politisés résistent à ce récit. Cette nostalgie s'accompagne d'un imaginaire de la règle ou du dirigeant idéal qu'il est intéressant d'approfondir. En outre, nous devrions peut-être examiner comment le manque de confiance dans les acteurs et les institutions actuels et l'idéalisation d'un passé révolu se traduisent par une participation limitée à la vie publique et un engagement réduit auprès des partis politiques traditionnels. Notre intuition nous amène à penser que les jeunes manifestent une préférence pour la stabilité apparente et l'absence d'antagonisme que l'ère Ben Ali a créé pour que les gens y croient. Cette préférence est d'autant plus forte que le régime actuel ne semble pas prêt à se stabiliser et que le précédent était marqué par une instabilité à la fois politique et économique.
- **Valeurs et Individualisme :** Les valeurs mises en avant par les jeunes témoignent d'une approche de plus en plus individualiste de la sphère publique. L'érosion de la sphère politique et le manque d'espoir dans l'avenir peuvent conduire les jeunes à se replier sur les domaines où ils et elles pensent que les individus peuvent exercer un contrôle, c'est-à-dire eux-mêmes en tant qu'individus, par le biais de la responsabilité et de la prise de conscience. Pour la plupart des participants, se rassembler en tant que communauté collective n'est plus considéré

31 La Perception par la Jeunesse Tunisienne du Retour de l'Autoritarisme : *Le Soutien à la Démocratie en Déclin*

comme un effort significatif pour défendre des valeurs communes. Au lieu de cela, l'accent est mis sur la responsabilité individuelle, comme en témoigne leur désir de quitter le pays en dernier recours pour se construire un avenir décent.

- **Éducation** : L'éducation a eu un rôle limité dans la socialisation démocratique des jeunes avec lequel·les nous nous sommes entretenus. Pourtant, elle aurait dû jouer un rôle massif pour aider la prochaine génération à accepter le passé abusif de la Tunisie. Par exemple, le ministère de l'éducation réédite chaque année les mêmes manuels d'histoire sans avoir l'intention d'en réviser le contenu après la révolution de 2011. Les questions concernant les moyens d'éduquer les jeunes sur les aspects de l'histoire récente et de la mémoire collective, précédemment ignorés ou minimisés, persistent sans réponses ni solutions satisfaisantes. La réforme du système éducatif se fait attendre. Mais elle est nécessaire, car de nombreux·ses participant·es considèrent encore la mémoire collective Tunisienne comme ambiguë. Les réformes peuvent inclure la révision du programme d'histoire pour reconnaître l'héritage des injustices passées, le changement de la méthodologie d'enseignement dominante et son remplacement par une approche participative basée sur la pensée critique et l'analyse. La création de programmes d'éducation civique est un autre moyen d'initier les jeunes à de nouvelles notions de citoyenneté démocratique. Les réformes doivent placer les apprenant·es au centre de ce processus, non pas comme de simples destinataires du programme, mais comme des participant·es actif·ves qui l'utilisent pour le changement social et le progrès individuel.
- **Discrimination à l'égard des jeunes** : Les participant·es sont en détresse en raison des stéréotypes négatifs associés à leur région. Cette stigmatisation affecte leur vie de manière significative, comme la discrimination à l'école, dans la recherche d'un emploi ou le traitement partial dans les espaces publics au-delà de leur quartier. Associés au manque d'infrastructures publiques, ces stéréotypes peuvent avoir des effets néfastes sur la vie des jeunes. Toute recherche sur les jeunes en Tunisie doit prêter attention à leur écologie politique et à la manière dont leur environnement influence leur vision d'eux·elles-mêmes et de leur groupe d'âge.

Notes

- 1 Alan France and Steven Threadgold "Youth and Political Economy: Towards a Bourdieusian Approach", *Journal of Youth Studies*, 19:5 (2016), 612-628, DOI: [10.1080/13676261.2015.1098779](https://doi.org/10.1080/13676261.2015.1098779) (Alan France and Steven Threadgold, "Youth and Political Economy: Towards a Bourdieusian Approach")
- 2 Voir Fethi Mansouri, "Youth and Political Engagement in Post-Revolution Tunisia", *British Journal of Middle Eastern Studies* 0, no.0 (May 15, 2020): 1-17. <https://doi.org/10.1080/13530194.2020.1765142/>, (Fethi Mansouri, "Youth and Political Engagement in Post-Revolution Tunisia") UNDP, "Etude sur 'Les jeunes et la participation électorale en Tunisie: la dualité de l'engagement et de l'abstention dans la participation des jeunes tunisiens aux élections.'" 2020 <https://www.tn.undp.org/content/tunisia/fr/home/presscenter/articles/202027/05//sur--les-jeunes-et-la-participation-electorale-en-tunisie--la-du.html> and World Bank, "Tunisia - Breaking the Barriers to Youth Inclusion." The World Bank/Center for Mediterranean Integration/National Youth Observatory, 1 November 2014. <http://documentos.bancomundial.org/curated/es/201420419856/11//tunisia-breaking-barriers-youth-inclusion>
- 3 Wafa Ben Haj Omar, Résultats de « l'étude sur la participation des femmes et des jeunes dans la vie publique et les affaires locales »: 47% des jeunes ne sont pas concernés par la vie politique et les affaires locales. <https://tn.boell.org/fr/2018/12/19/resultats-de-letude-sur-la-participation-des-femmes-et-des-jeunes-dans-la-vie-publique-et>
- 4 Aymen Belhadj and Arnaud Kurze, "Whose Justice? Youth, Reconciliation, and the State in Post-Ben Ali Tunisia," *Journal of Human Rights* 20, no. 3 (March 29, 2021): 1-17. <https://doi.org/10.1080/14754835.2020.1868296/>
- 5 Mounir Saidani, "Hybrid, Culture-based, and Youthful: The New Political Commitment of Youth in Post-Revolutionary Tunisia." In S.A. Rennick, ed, *Reassessing Activism and Engagement Among Arab Youth*. London: Transnational Press London. 2022.
- 6 See Fethi Mansouri, "Youth and Political Engagement in Post-Revolution Tunisia".
- 7 Zied Boussen and Mohammed Islem Mbarki. "Tunisian Youth and Political Life: From Stagnation to Revival?" Arab Reform Initiative, 14 Jan. 2021, www.arab-reform.net/publication/tunisian-youth-and-political-life-from-stagnation-to-revival
- 8 Idem
- 9 Riadh Jrad, partisan de Saïed à la fin de la vingtaine.
- 10 « Tunisie.» Parline: plateforme de données ouvertes de l'UIP, 7 Août. 2023, data.ipu.org/fr/parliament/tn?chamber_id=45420.
- 11 "E-istichara, la réalité derrière les chiffres", Inkyfada 28 avril 2022, <https://inkyfada.com/fr/2022/04/28/consultation-itichara-chiffres-tunisie/>
- 12 "Législatives 2022 | Participation des jeunes au second tour au centre d'une séance de travail à l'ISIE", La Presse 3 janvier 2023, <https://lapresse.tn/147991/legislatives-2022-participation-des-jeunes-au-second-tour-au-centre-dune-seance-de-travail-a-lisie/>
- 13 Cimini, Giulia. "Missing Youth in Tunisia? Implications of Regional Disparities and Center-Periphery Divide." Project on Middle East Political Science (blog), 13 Novembre, 2019. <https://pomeps.org/missing-youth-in-tunisia-implications-of-regional-disparities-and-center-periphery-divide> (Giulia Cimini, "Missing Youth in Tunisia?")
- 14 Alan France and Steven Threadgold, "Youth and Political Economy: Towards a Bourdieusian Approach".

- 15 Kent M. Jennings, Laura Stoker, and Jake Bowers. "Politics across Generations: Family Transmission Reexamined." *The Journal of Politics* 71, no. 3 (1 Juillet 2009): 782–99. <https://doi.org/10.1017/S0022381609090719>
- 16 Alan France and Steven Threadgold, "Youth and Political Economy: Towards a Bourdieusian Approach".
- 17 Giulia Cimini, "Missing Youth in Tunisia?"
- 18 Melliti Imed Hayet Moussa and Sihem Najjar, *Quand Les Jeunes Parlent D'injustice : Expériences Registres Et Mots En Tunisie*, Paris Tunis: L'Harmattan 2018; Observatoire national de la jeunesse. (Melliti Imed Hayet Moussa and Sihem Najjar, *Quand Les Jeunes Parlent D'injustice*)
- 19 Idem
- 20 Idem
- 21 Idem
- 22 Zaweli (pl. zwewla) est d'origine Turque et signifie dans le contexte tunisien « pauvre»
- 23 Melliti Imed Hayet Moussa and Sihem Najjar, *Quand Les Jeunes Parlent D'injustice*.
- 24 Voir Challenge Fund For Youth Employment, *Scoping report Tunisia 2022*, Février 2022, disponible ici <https://fundforyouthemployment.nl/-pdf>
- 25 Voir Groupe Banque Mondiale, *Tunisia Skills Development for Employment: The Role of Technical and Vocational Education and Training*, Mai 2020, disponible ici <https://documents1.worldbank.org/>
- 26 Un espace liminaire où les jeunes ne sont ni des enfants dépendants ni des adultes autonomes.
- 27 Marsin Alshamary, "Authoritarian Nostalgia Among Iraqi Youth: Roots And Repercussions," *War On The Rocks*, 25 Juillet 2018, disponible ici <https://warontherocks.com/2018/07/authoritarian-nostalgia-among-iraqi-youth-roots-and-repercussions/> (Marsin Alshamary, Authoritarian Nostalgia Among Iraqi Youth: Roots And Repercussions)
- 28 Maria Todorova et Zsuzsa Gille, ed. *Post-Communist Nostalgia*, Berghahn Books, 2010.
- 29 Marsin Alshamary, *Authoritarian Nostalgia Among Iraqi Youth: Roots and Repercussions*.
- 30 Jean-Philippe Bras, « L'autre Tunisie de Bourguiba : les ombres du Sud » in Michel Camau and Vincent Geisser (dir.). *Habib Bourguiba, la trace et l'héritage*. Paris: Karthala, 2004
- 31 Lakhal, Malek, « *Le manque de citoyenneté en Tunisie : une lecture critique* », Mémoire de Master, Institut des Etudes Politiques, Paris, 2017.
- 32 Béatrice Hibou, « La formation asymétrique de l'Etat en Tunisie » dans Irene Bono, Béatrice Hibou, Hamza Meddeb, and Mohamed Tozy, *L'Etat d'injustice au Maghreb : Maroc et Tunisie*. Paris 2015.
- 33 International Alert, *Politics On The Margins In Tunisia : Vulnerable young people in Douar Hicher and Ettadhamen*, Mars 2016, disponible ici <https://www.international-alert.org/publications/politics-margins-tunisia/> (International Alert, *Politics On The Margins In Tunisia*)
- 34 Saerom Han, "Securitization of the Unemployed and Counter-Conductive Resistance in Tunisia," *International Security*, Security Dialogue, 52(2), 156-173. (Saerom Han, *Securitization of the Unemployed*)
- 35 Emma C. Murphy (2017) A Political Economy of Youth Policy in Tunisia, *New Political Economy*, 22:6, 676-691, DOI: [10.1080/13563467.2017.1311848](https://doi.org/10.1080/13563467.2017.1311848)

- 36 « Béji : Mon fils n'hériter pas... J'ai confiance en El Sid en tant que chef du gouvernement », Sabah News, 2016, disponible ici <https://www.turess.com/assabahnews/117786>
- 37 Saerom Han, *Securitization of the Unemployed*
- 38 Aicha Cherif, Nizar Ghayaza, et Ali Elloumi, « Understanding the Sociological Processes and Mechanisms of School Drop-Out in the Sfax Region of Tunisia: Preliminary Study, » *Advances in Applied Sociology*, Vol.10 No.5, 2020
- 39 Melliti Imed Hayet Moussa and Sihem Najjar, *Quand Les Jeunes Parlent D'injustice*.
- 40 Le slogan phare de la révolution 2010-2011
- 41 En arabe, أمن وأمان , un slogan politique utilisé sous le régime de Ben Ali notamment dans une célèbre chanson de propagande.
- 42 Larbi Sadiki, "Ben Ali's Tunisia: Democracy by Non-Democratic Means", *British Journal of Middle Eastern Studies*, Mai, 2002.
- 43 Processus intentionnel ou non par lequel les sociétés, en particulier celles qui sortent de périodes de conflits, de régimes autoritaires ou de violations flagrantes des droits humains, suppriment ou n'abordent pas leur passé douloureux.
- 44 Simon Robins et Paul Gready, ed. *Transitional Justice in Tunisia: Innovations, Continuities, Challenges*, Routledge, 2022. (Simon Robins and Paul Gready, *Transitional Justice in Tunisia: Innovations, Continuities, Challenges*)
- 45 Créée à la suite de la Révolution Tunisienne, elle a pour but d'enquêter sur les violations flagrantes des droits humains commises par l'État tunisien depuis 1955. Le rapport final de l'IVD a finalement été publié dans un numéro spécial du Journal officiel de la République tunisienne en 2020.
- 46 Simon Robins et Paul Gready, *Transitional Justice in Tunisia: Innovations, Continuities, Challenges*.
- 47 See Sarah Anna Rennick, "Has Tunisia's Democracy Failed to Convince its Youth? The Slow-Going of Democratic Socialization", Aout 2021, disponible ici <https://www.arab-reform.net/publication/has-tunisias-democracy-failed-to-convince-its-youth-the-slow-going-of-democratic-socialization/>
- 48 Zied Boussen, « *Compréhensions politiques des jeunes dans la Tunisie post-2011 : la parole donnée aux générations Y et Z* », Juin 2022, disponible ici <https://www.arab-reform.net/fr/publication/comprehensions-politiques-des-jeunes-dans-la-tunisie-post-2011-la-parole-donnee-aux-generations-y-et-z/>
- 49 Eric Gobe, "Le populisme de Kais Saïed comme cristallisation de la crise du régime parlementaire tunisien," Hal Open Science, Mars 2022.
- 50 Tuniscope. « Néji Jalloul: Mise en place de filières spéciales pour la pédagogie dans les universités. » Tuniscope, 6 Mar. 2018, www.tuniscope.com/ar/article/77676/actualites/tunisie/nejji-jalloul-554511

Arab Reform Initiative

L'Arab Reform Initiative est un groupe de réflexion arabe indépendant qui travaille avec des partenaires experts au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et au-delà pour articuler un programme national de changement démocratique et de justice sociale. Il mène des recherches et des analyses politiques et fournit une plate-forme pour des voix inspirantes basées sur les principes de diversité, d'impartialité, et d'égalité des sexes.



contact@arab-reform.net
Paris - Beirut - Tunis

GAM

GAM est une association sociale, qui, depuis 2013, lutte pour garantir les droits culturels, sociaux et économiques des citoyens des quartiers populaires et des zones marginalisées.

WeStart

WeStart Organization est une ONG tunisienne fondée en 2018, travaille sur deux thématiques: Education civique, Droits économiques et Employabilité.
